

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 312 - AVRIL 2020 HEBDO 2

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 312

Viandes bovines

Lait de vache

Viande ovine

Lait de chèvre et viande

Marchés des grains : le Covid-19 engendre de la volatilité

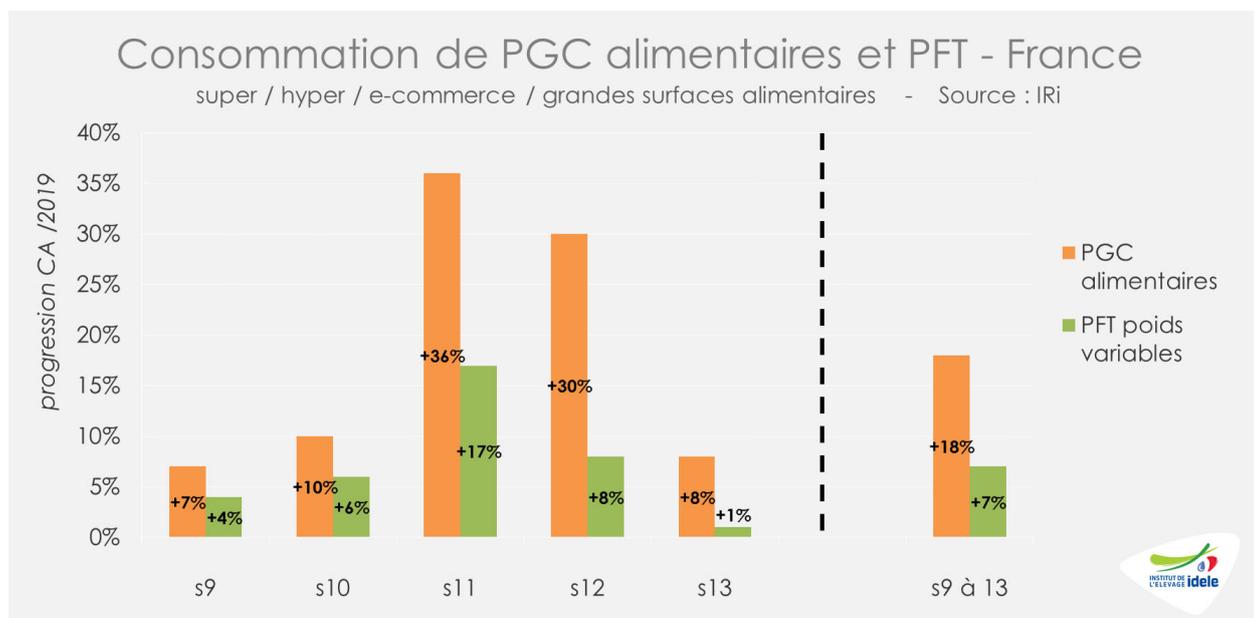
Covid-19, la situation au 8 avril pour le secteur bovin viande en France et en Europe

Le confinement généralisé en Europe pour lutter contre la pandémie de Covid-19 a un impact sur le marché de la viande bovine, et du tout particulièrement du veau. RHD à l'arrêt, achats des ménages en hausse mais par à-coups, les opérateurs naviguent à vue. Avec une réorientation du marché français vers plus de haché, notamment surgelé, et la perte du débouché RHD, les prix des vaches laitières sont en baisse malgré des abattages réduits. Le ralentissement des sorties en JB et surtout en veaux fait craindre un alourdissement des animaux. La demande italienne en broutards reste ferme, mais la demande espagnole patine.

Consommation : croissance des achats des ménages y compris dans les rayons traditionnels

En semaine 13, première semaine complète de confinement, les achats de produits de grande consommation et de produits frais en GMS libre-service ont continué de progresser, mais de façon moindre que les semaines précédentes d'après l'IRi. Ainsi, la progression du chiffre d'affaires était de +5% /2019, contre +25% et +41% les deux semaines précédentes. En semaine 13, les achats de surgelés et glaces (parmi lesquels les viandes congelées) ont à nouveau progressé (+30% contre +67% /2019 en semaine 12). Les produits frais non laitiers (parmi lesquels les viandes réfrigérées) ont aussi augmenté (+5% /2019 en semaine 13 et +11% /2019 en cumul sur les semaines 9 à 13).

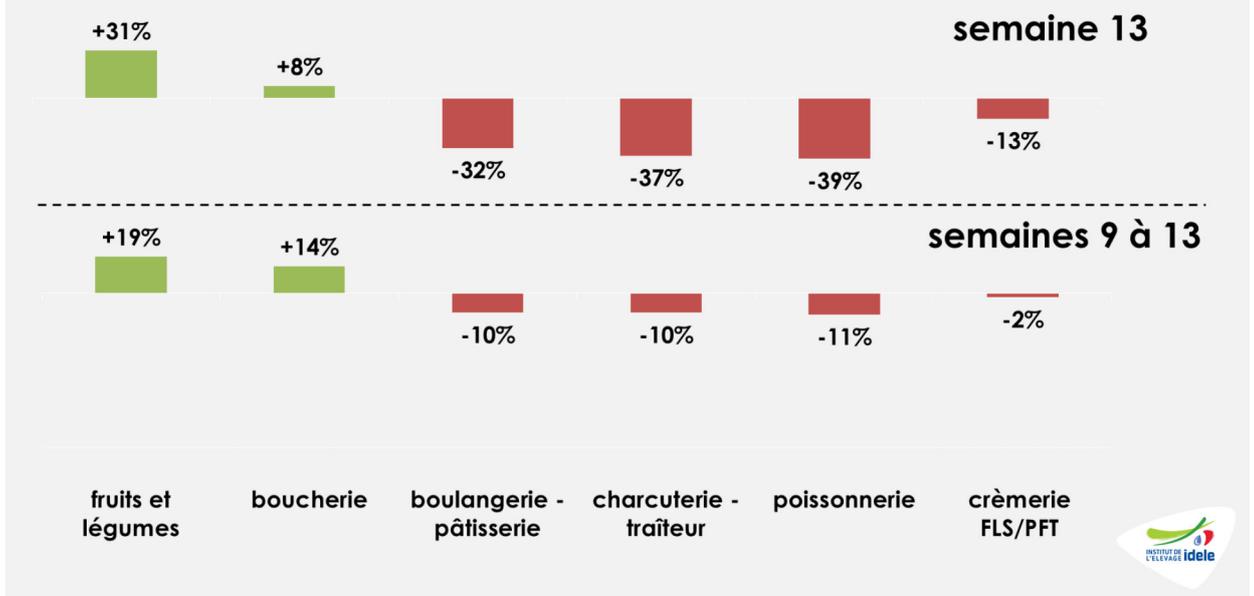
Comme les produits de grande consommation (PGC) alimentaires, les achats de produits frais traditionnels, vendus à poids variable (PFT) en GMS et e-commerce sont eux-aussi en hausse. Moins faciles à stocker, ceux-ci ont progressé à un rythme moindre mais avec la même tendance. D'après l'IRi, entre les semaines 9 et 13, les achats de PFT ont progressé de +7% /2019 (contre +18% pour les PGC alimentaires).



Mais, au sein des rayons traditionnels, les dynamiques sont différentes selon les produits. Deux rayons portent le chiffre d'affaires des PFT : les fruits et légumes et la boucherie. Entre les semaines 9 et 13, les achats aux rayons fruits et légumes et boucherie ont respectivement progressé de +19% et +14% /2019. Depuis le début du confinement, l'IRi indique que l'heure n'est plus à la montée en gamme pour les produits de grande consommation. En effet, le prix moyen unitaire des PGC en France est quasi stable depuis le début l'épidémie. Cependant, les prix des viandes (toutes espèces) devraient légèrement progresser, notamment en l'absence de promotion.

Consommation de produits frais traditionnels (PFT) - France

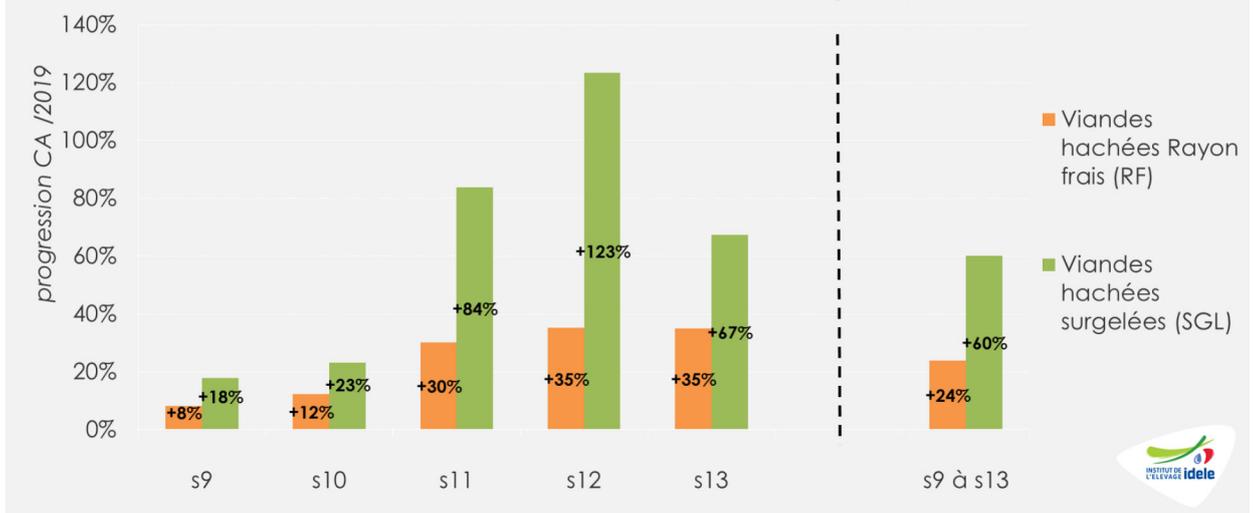
super / hyper / e-commerce / grandes surfaces alimentaires - Source : IRI



Depuis le début de l'épisode de pandémie, les achats de viandes hachées de toutes espèces ont bondi en frais, et encore plus en surgelé, sans doute pour constituer des stocks de sécurité et afin de limiter les passages en magasin. Ainsi, les achats de viande hachée réfrigérée ont progressé de +24% /2019 entre les semaines 9 et 13. Et les ventes de haché surgelé ont progressé de +60% /2019.

Consommation de viandes hachées toutes espèces

tous circuits GMS - Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après IRI

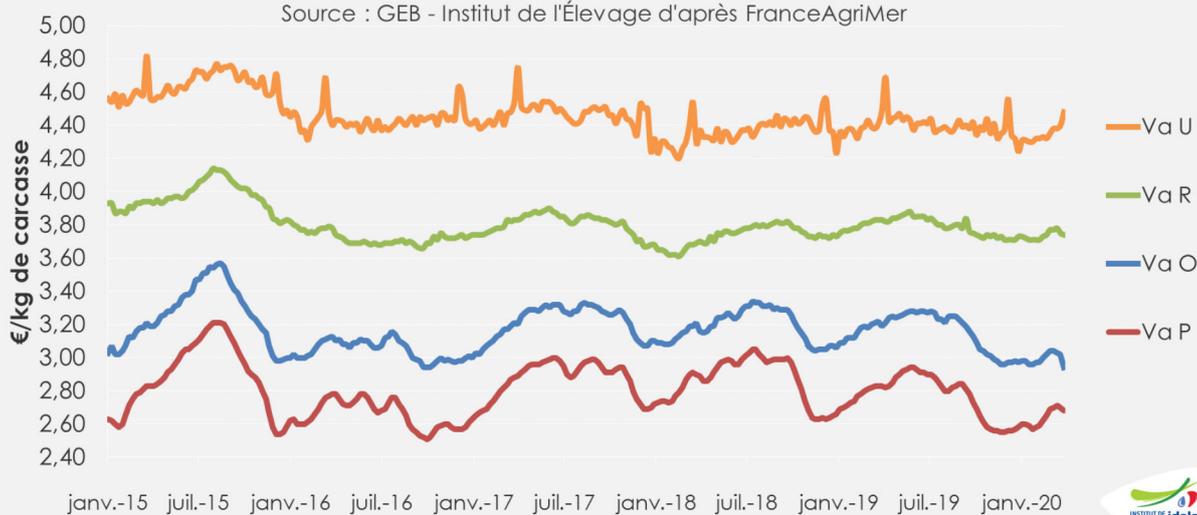


Femelles en France : évolutions diamétralement opposées des cours entre les vaches U et O

Entre les semaines 13 et 14, les évolutions des cours des réformes divergent selon les conformations. D'un côté, le cours de la vache U s'est apprécié de 8 centimes par kg de carcasse en une semaine pour atteindre 4,48 €/kg (= /2019 et +3% /2018), suivant la pente habituelle à l'approche de Pâques. A l'opposé, la cotation de la vache O a perdu 8 centimes, à 2,94 €/kg éc (-8% /2019 et -7% /2018). Les vaches P et R sont dans des situations intermédiaires. La vache P a perdu 2 centimes, à 2,68 €/kg éc (-5% /2019 et -7% /2018) et la vache R en a perdu un, à 3,74 €/kg éc (-2% /2019 et +1% /2018).

Cotations françaises des vaches

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Certains abatteurs ont désormais du mal à gérer l'équilibre matière, avec des usines de steaks hachés qui tournent à plein régime pour la GMS valorisant des avants de vaches laitières, mais aussi de races à viande et de plus en plus de JB. Mais, parallèlement, ils disent éprouver des difficultés à écouler les arrières, notamment de réformes laitières, avec l'arrêt de la RHD.

D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, le rythme des abattages de gros bovins en semaine 14 est plus élevé qu'en semaine précédente. Néanmoins, il reste moins élevé qu'en 2019 (-16% /2019 après -19% en semaine 13). C'est notamment le cas pour les vaches de réformes : pour les laitières (-10% /2019 après -12% en semaine 13), comme pour les allaitantes (-18% /2019 après -23% en semaine 13).

Cette évolution des cours n'est pas intuitive face aux nouveaux équilibres de marchés qui sont en train de s'établir durant la crise.

D'un côté les importations seraient en baisse, même si aucun chiffre n'est encore disponible. Celles-ci représentaient en 2019 pas moins de 22% de la consommation. Selon l'étude « Où va le bœuf », ces importations étaient principalement dirigées vers le secteur de la RHD (dont elles constituaient 52% des approvisionnements en 2017). Ce secteur constituait alors le débouché de 24% du marché français de la viande bovine. Aujourd'hui, avec toutes les brasseries et la quasi-totalité de la restauration rapide à l'arrêt, on estime que ce secteur a réduit ses ventes de 70 à 80%. Reste active une partie de la restauration institutionnelle comme dans la santé ou le médico-social (moins disant du marché en terme de prix et pas forcément VBF) ou dans les entreprises qui fonctionnent encore en présentiel, mais où les cantines restent ouvertes mais avec une forte réduction d'activité. Certains restaurants, notamment les chaînes de restauration rapide, sont en train de remettre en place des *drives* ou des livraisons, comme McDonald's l'a annoncé dans plusieurs régions.

En face, on l'a vu, les ventes sont très dynamiques en GMS, tout particulièrement en haché. En absence de toute promotion, il est probable qu'à minima les prix de vente aux consommateurs se maintiennent. Nous ne disposons pas encore d'indicateur sur la boucherie artisanale, dont la partie hallal pourrait particulièrement souffrir.

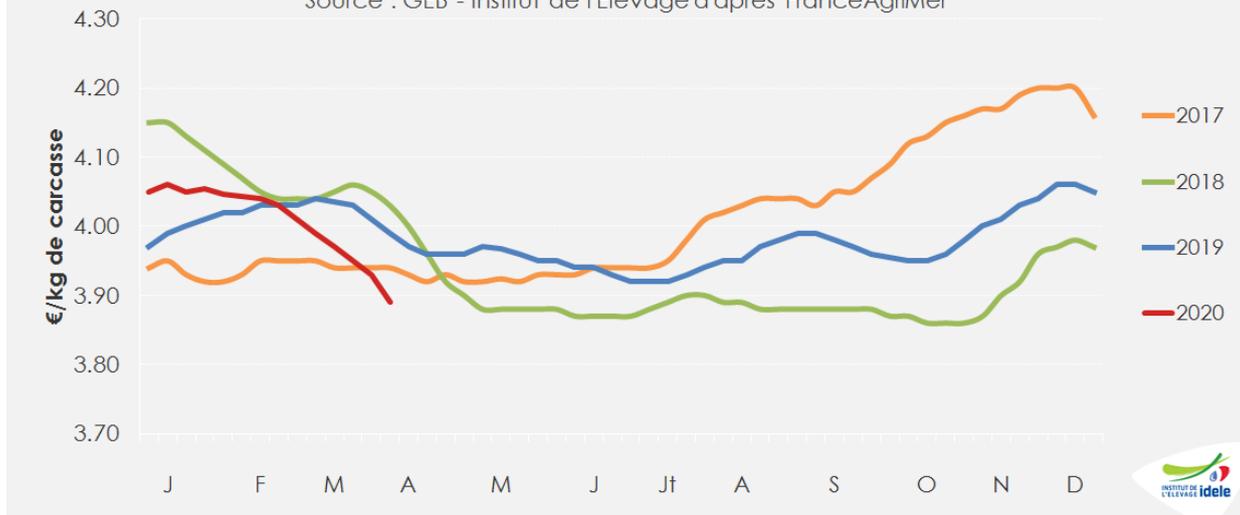
Il est cependant encore impossible d'estimer les nouveaux équilibres et les transferts de la RHD à la GMS faute d'indicateur sur le bilan import/export en viandes.

Jeune bovin en France : La baisse des cours s'accélère

Avec retard sur les autres États membres, la baisse saisonnière des cours des JB s'est accélérée, en lien avec les difficultés à bien valoriser tous les quartiers ou muscles exportés vers les principaux clients de la France : Italie, Grèce et Allemagne, ou à défaut replacés sur le marché français. En semaine 14, la cotation du JB U a perdu 4 centimes pour tomber à 3,89 €/kg de carcasse (-3% /2019 et 2018). Celle du JB R a chuté de 6 centimes à 3,71 €/kg (-3% /2019 ; -4% /2018) et celle du JB O de 3 centimes à 3,29 €/kg (-3% /2019 ; -4% /2018).

Cotation du JB U en France

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Les abattages de jeunes bovins de type viande ont chuté d'une année sur l'autre de 16% en semaine 13 et de 20% en semaine 14 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. Ceux de JB de type lait ont chuté de 37% en semaine 13 et de 30% en semaine 14. Les opérateurs semblent contraints de limiter les sorties face au ralentissement de la demande sur certains marchés, à l'export mais aussi sur le marché national avec la fermeture de certaines boucheries rituelles. Toutefois, ces baisses font suite à des hausses en semaines 11 et 12. Ainsi, sur l'ensemble des 4 semaines du 9 mars au 5 avril, les abattages de JB viande enregistrent une baisse de 4% et ceux de JB lait de 20%.

Le marché italien, plus que d'habitude, est demandeur de jeunes bovins d'abattage en raison du report de la consommation hors domicile sur la consommation « a casa ». Ainsi, sur les 4 semaines du 8 mars au 4 avril, 2 240 bovins d'abattages ont été exportés, contre 1 840 sur la même période de 2019, soit une hausse de +21%.

Gros bovins maigres : La demande italienne est ferme

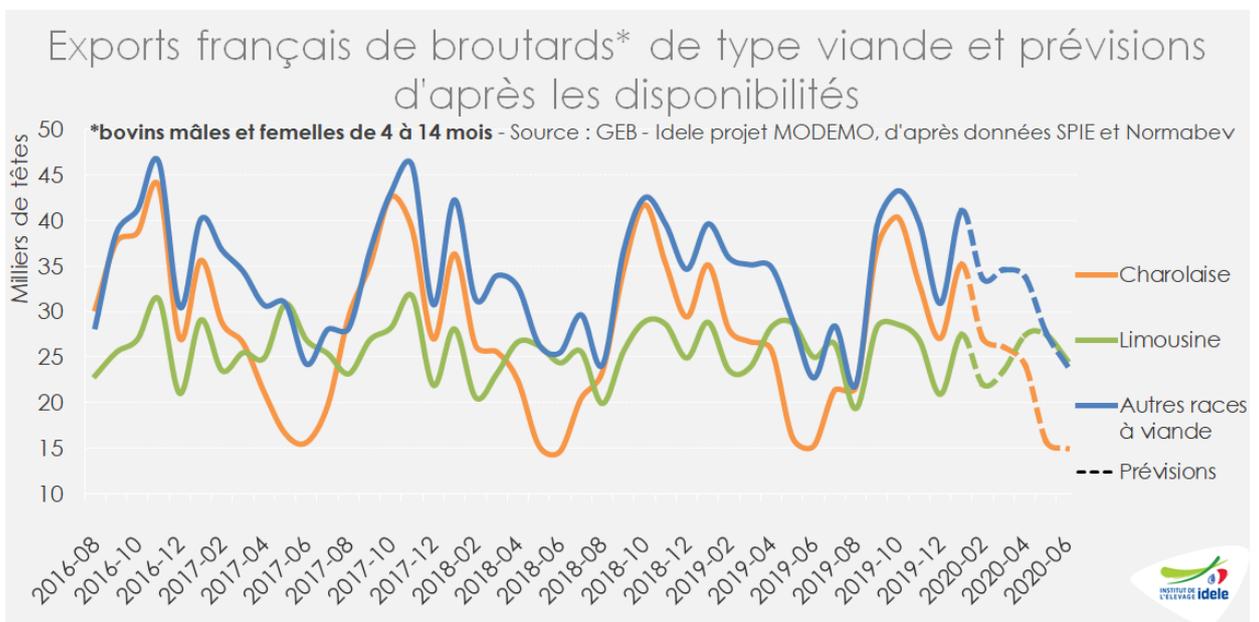
Les cours des gros bovins maigres se maintiennent en semaine 14, mais toujours à des niveaux inférieurs à 2018 et 2019. Les disponibilités particulièrement réduites en Charolais soutiennent leurs prix. La demande italienne en broutards reste ferme tandis que la demande espagnole fléchit. Les opérateurs surmontent les difficultés logistiques induites par la pandémie, aidés par l'activité réduite de la saison.

Cotation du Charolais U de 450 kg

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

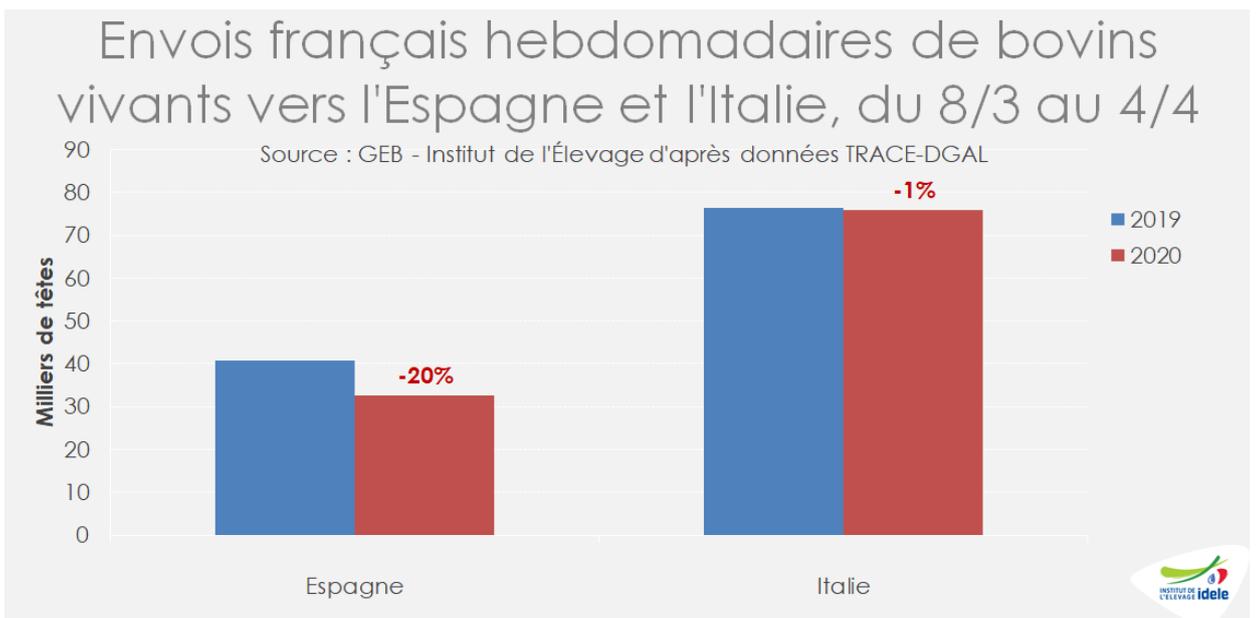


Les disponibilités restent de toute façon très limitées en cette saison, tout particulièrement en race charolaise. La baisse des naissances de 2019 les impacte bien évidemment, au-delà de la saisonnalité habituelle. La modélisation MODEMO nous indique à partir des stocks en ferme un recul de la disponibilité des broutards mâles et femelles de race charolaise de 7% en avril d'une année sur l'autre, et de 3% en race limousine.



Les envois de bovins vivants vers **l'Italie**, principalement des brouards, et vers l'Espagne, principalement des veaux (54% de bovins âgés de 3 semaines à 4 mois en avril 2019), ont reculé au total de 7% /2019 sur l'ensemble de la période entre le 8 mars et le 4 avril 2020 d'après les données TRACE transmises par la DGAL. Le sursaut des achats au début du confinement en France a été suivi d'un ralentissement de l'activité.

Sur ces 4 semaines, les importations italiennes de bovins vivants depuis la France se sont globalement maintenues et ont totalisé 75 800 têtes (-1% /2019). La consommation de bœuf en GMS en Italie soutient cette demande. En **Espagne**, la demande en brouards se serait nettement contractée en semaines 13 et 14 du fait notamment des incertitudes actuelles sur les débouchés du jeune bovin, tant sur le marché intérieur qu'à l'export sur pays tiers.



Les exportations vers les pays tiers continuent de ralentir. Les difficultés sur le marché algérien se multiplient du fait du confinement, l'incertitude notamment sur la réglementation en France décourage les mises en quarantaine d'animaux. Mais aussi et surtout les finances du pays mises à mal par la chute des prix des hydrocarbures affectent les importateurs. Certains opérateurs éprouvent des difficultés à obtenir des assurances-crédit, tandis que la banque d'Algérie cherche des solutions à la situation. Les envois vers la Tunisie sont toujours à l'arrêt.

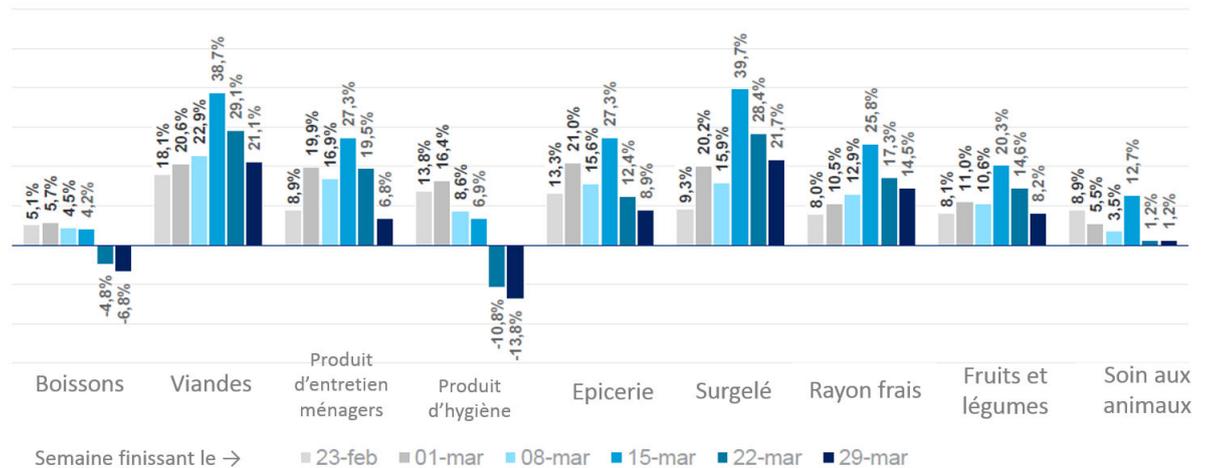
Italie : bonne demande pour les JB et génisses, mais abattages de vaches à l'arrêt

La consommation italienne hors domicile a été mise à l'arrêt une semaine environ avant les fermetures des restaurants en France. Le report sur les achats des ménages a été très net, ce qui a favorisé les viandes de jeunes bovins mâles et femelles, notamment celles issues de brouards français qui constituent le produit « filière » des GMS.

Toutefois, les ventes de viande semblent se normaliser semaine après semaine tout en restant à un haut niveau. Après un pic à +39% /2019 en semaine 11, la hausse s'est atténuée à +21% en semaine 13.

Évolution du chiffre d'affaires des GMS en Italie par catégories de produits et par semaine 2020/2019 (%)

Échantillon de 10 155 magasins, source IRI



Fonte: IRI Panel Ipermercati, Supermercati, Libero Servizio, Discount, Specialisti Casa Persona



© 2020 Information Resources Inc. (IRI). Confidential and Proprietary.

Les opérateurs rapportent en outre 3 difficultés majeures. Les commandes des enseignes et des bouchers continuent de fonctionner par à-coups d'une semaine sur l'autre, avec peu de visibilité sur la suite. Les aloyaux dont le principal débouché était la restauration, passent en vente au détail, mais au prix d'une perte de valeur. Enfin, les marchés du 5^{ème} quartier sont à la peine : le prix des peaux est au plus bas en raison de la fermeture des tanneries qui n'ont actuellement plus de débouchés (que ce soit pour l'industrie automobile ou l'industrie du luxe) et les abats sont également fortement impactés par la réduction de la demande à l'export et en interne.

Les abattages de vaches de réforme sont réduits au strict minimum : abattages d'urgence et quelques vaches pour des approvisionnements d'appoint (plats préparés, élaborés surgelés bien qu'ils soient peu consommés en Italie). En effet, la viande de réforme est en grande majorité destinée soit à l'exportation notamment vers la France, où la demande pour la viande importée a très fortement chuté, soit au segment de la RHD pour la production de burgers (en restauration rapide ou à table). Les steaks hachés consommés par les ménages sont eux le plus souvent issus de JB et génisses. Les steaks hachés surgelés, souvent à base de viande de vache, restent très minoritaires dans les achats des ménages en Italie.

Les imports de Pologne et d'Irlande sont à l'arrêt et ceux d'Allemagne sont très fortement impactés. La viande française de JB et de jeunes génisses est dans une situation intermédiaire car elle est traditionnellement proposée en complément de la viande franco-italienne (engraissée en Italie à partir de brouillards français) dans les supermarchés et en boucherie.

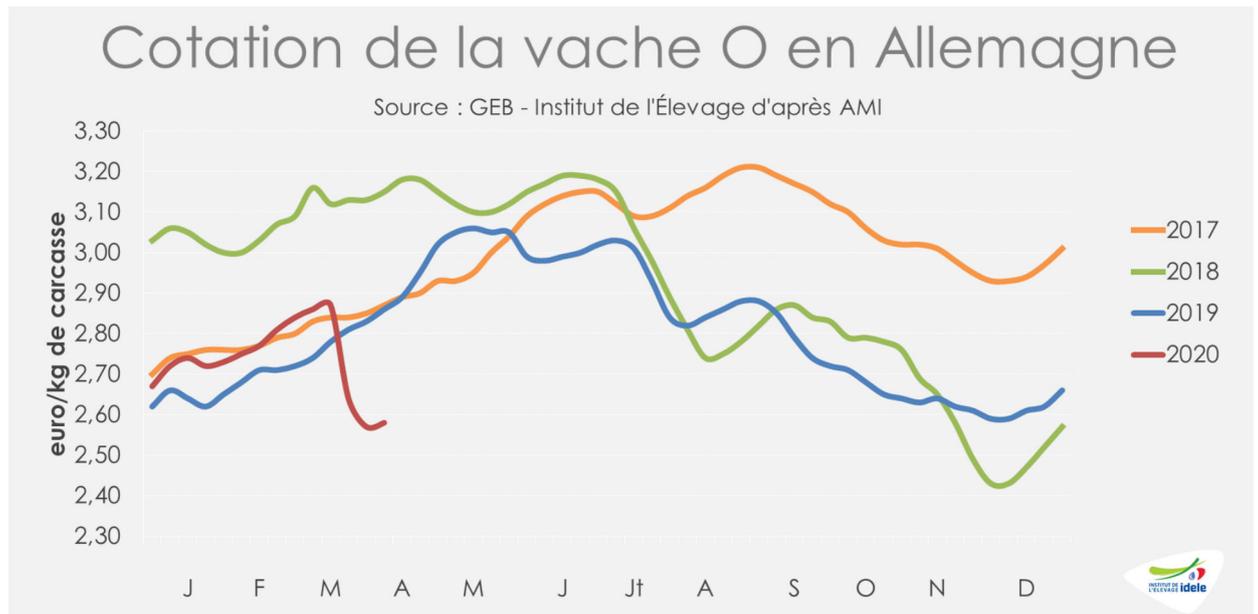
A noter que face à la crise économique et sociale qui a déjà des impacts forts sur les revenus de certains ménages, notamment dans le Sud, le gouvernement italien va financer des bons d'alimentation à hauteur de 400 millions d'euros, chargeant les communes de les consacrer aux personnes qui n'ont pas d'argent pour se nourrir. Pour en savoir plus...

Enfin, le conseil des ministres italien a adopté lundi 6 avril un plan de soutien de 400 milliards d'euros en faveur des entreprises, afin de leur assurer des liquidités. Lire l'article du petit journal de Milan (en français).

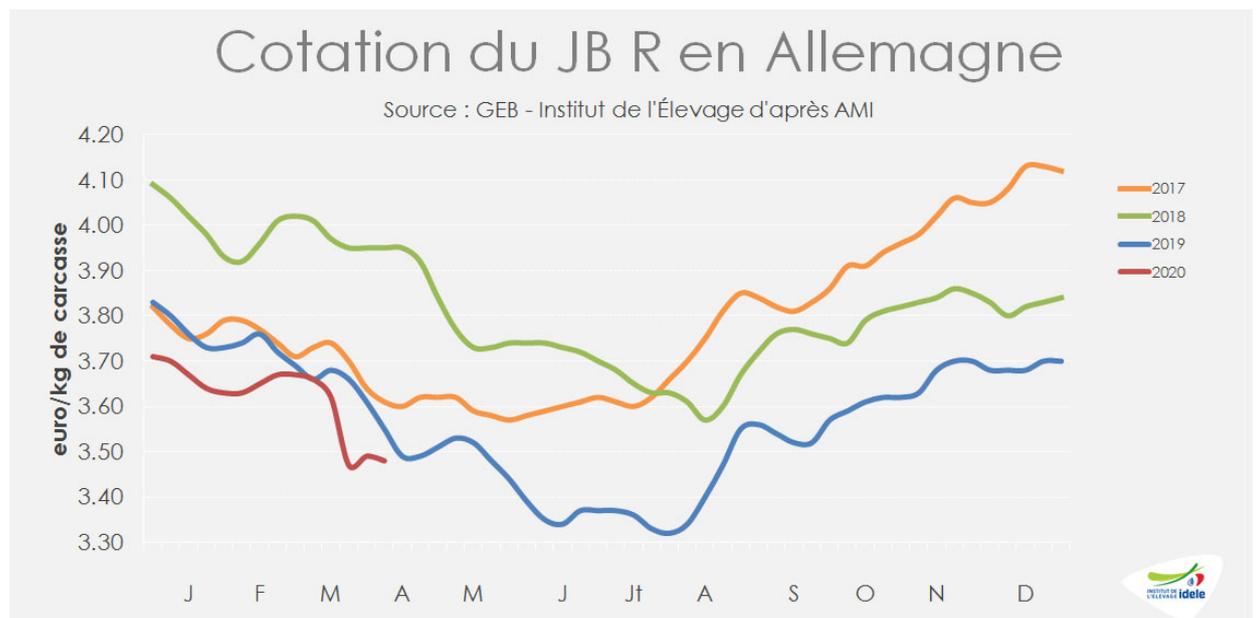
Allemagne : faible activité des abattoirs, notamment du côté des réformes

Le marché allemand des bovins d'abattage continue d'être fortement pénalisé par la pandémie de Covid-19. Après les baisses de prix importantes des semaines 12 et 13, la tendance est à l'accalmie pour les réformes. Les transactions sont désormais limitées par une demande des abattoirs en berne. Les ventes du secteur de la restauration rapide s'étant complètement effondrées, le nombre de vaches de réforme abattues a chuté et les cotations semblent désormais se maintenir, mais à un bas niveau.

D'après les cotations nationales, en semaine 14, le cours de la vache O a repris 1 centime par rapport à la semaine 13, à 2,58 €/kg de carcasse (-10% /2019, -18% /2018). La vache P a repris 3 centimes mais la vache R en a perdu à nouveau 2. Elles cotent respectivement 2,15 €/kg de carcasse (-7% /2019, -16% /2018) et 2,74 €/kg de carcasse (-10% /2019, -18% /2018).



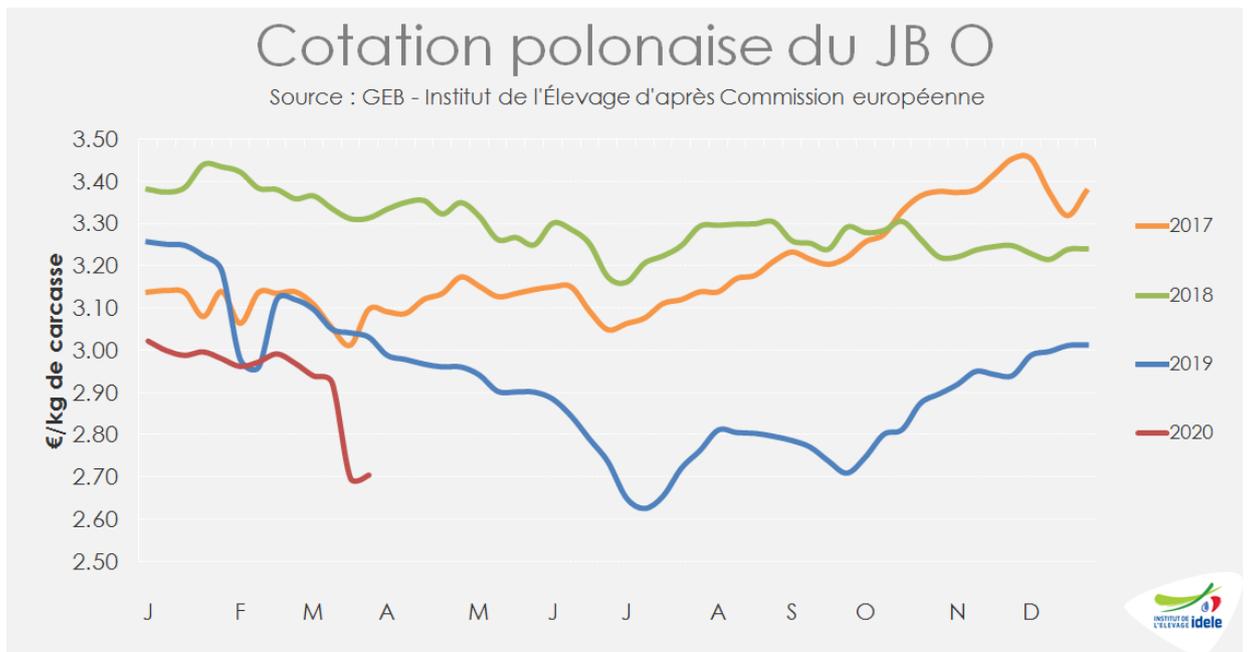
Les cotations des jeunes bovins se sont stabilisées en semaines 13 et 14 à un bas niveau, 3,48 €/kg pour le JB R (-2% /2019) et 3,54 €/kg pour le JB U (-2%). Les abattages de jeunes bovins semblent par ailleurs plus fluides qu'en vaches. En semaine 14, le nombre de JB abattus n'était que 1% sous le niveau de 2019.



Pologne : gros frein sur les abattages

En semaine 12 et 13, les abattages ont fortement ralenti en Pologne. Tous bovins confondus ils étaient en baisse de 36% par rapport à la semaine 11 d'après les données du Ministère de l'Agriculture polonais, dont -42% pour les taurillons, -39% pour les génisses et -25% pour les vaches de réforme. La Pologne étant très dépendante de l'exportation vers les autres États membres pour la valorisation de sa viande bovine, qui est écoulee principalement en restauration, de nombreux abatteurs ont préféré freiner la production et ne travaillent que 2 ou 3 jours dans la semaine.

Faute de demande, les prix à la production ont plongé. La cotation de la vache O a perdu 26 centimes en 2 semaines pour tomber à 2,32 €/kg de carcasse en semaine 13 (-13% /2019 et -22% /2018). Celle du JB O a perdu 23 centimes en semaine 12 mais s'est ensuite stabilisée en semaine 13 à 2,70 €/kg de carcasse (-11% /2019 et -18% /2018).



Irlande : maintien des abattages, l'absence de RHD continue de peser sur le cours notamment des vaches

L'indicateur hebdomadaire d'abattages de *Bord Bia* arrêté en semaine 14 ne montre aucun ralentissement de l'activité des abattoirs agréés à l'export. Ainsi, sur les quatre dernières semaines (11 à 14), les abattages de vaches (+2% /2019) et de bœufs (+7%) ont progressé. Ceux de génisses sont stables. Seuls les abattages de JB, qui avaient été exceptionnellement élevés au 1^{er} semestre 2019 en anticipation du *Brexit*, sont en nette baisse (-41%).

Les cotations de toutes les catégories restent cependant à la baisse. Et la fermeture de la RHD partout en Europe continue de peser surtout sur les cours des vaches de réforme, d'après *Bord Bia*. En semaine 13, la cotation de la vache O atteignait ainsi 2,82 €/kg éc (+5% /2019 ; -15% /2018) soit 11 centimes de moins en une semaine (-4%). Et les prix commencent également à fléchir pour les animaux écoulés dans les autres circuits. La cotation du bœuf R a ainsi perdu 3 centimes (-1%), à 3,65 €/kg éc (= /2019).

Face à la pandémie, *Bord Bia* a reporté tous les audits de ses programmes de certification en prolongeant la validité du certificat pour une période initiale de 60 jours. Cette décision vise à la fois à assurer l'approvisionnement continu en aliments de qualité garantie pour les consommateurs et à limiter les risques pour les auditeurs.

Royaume-Uni : les prix fléchissent pour les réformes, la filière peine à écouler les peaux

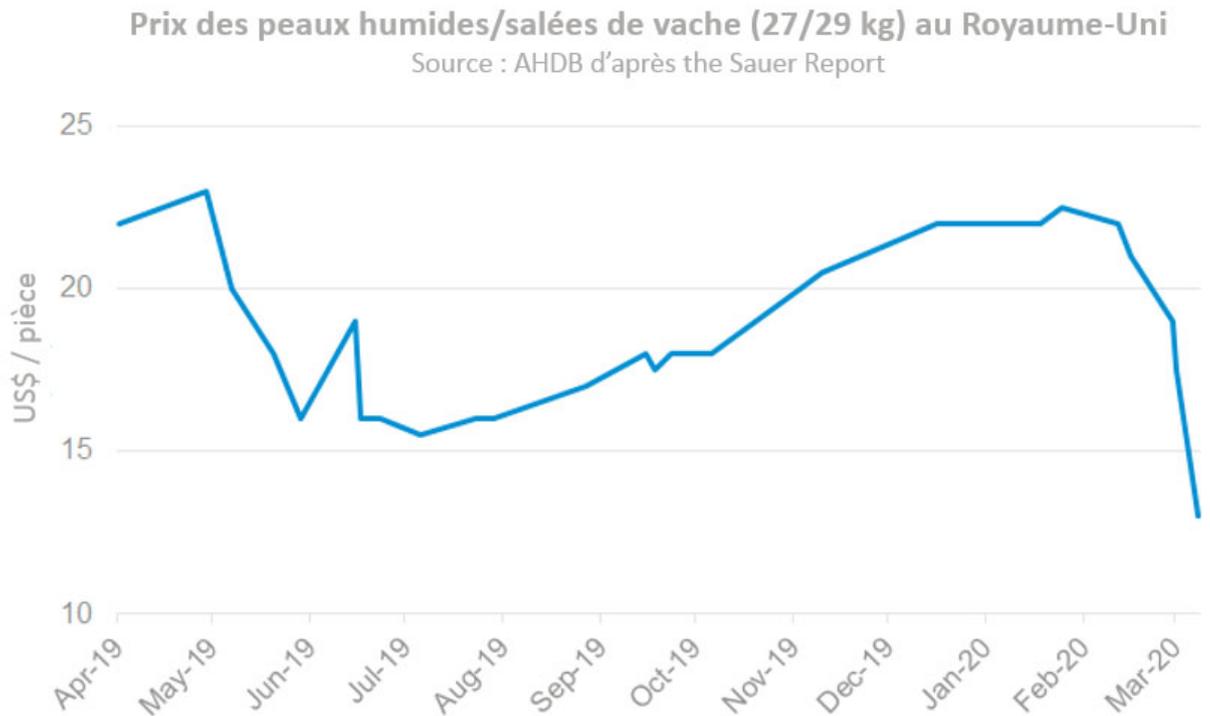
Les évolutions des modes de consommation liées à la pandémie de Covid-19 ont des effets contrastés sur les cotations des différentes catégories de bovins. Alors que les cotations des bœufs et génisses se maintiennent voire progressent en devise locale, ce n'est plus le cas pour les vaches de réforme. Les prix des réformes souffrent désormais de la baisse de la demande de la restauration et notamment des *fast-foods*. En semaine 13, le cours de la vache O diminue en livres comme en euros. Il atteint désormais 2,79 €/kg (-3% /2019 ; -14% /2018), soit 5 centimes de moins en une semaine (-2%).

D'après AHDB, la forte demande ciblée principalement sur la viande hachée et la baisse potentielle de ventes de rôtis à Pâques pourraient compromettre l'équilibre des carcasses.

Les trois principaux groupes britanniques de distribution (Tesco, Asda et Sainsbury's), qui représentent la moitié des ventes d'épicerie, ont une politique d'approvisionnement exclusive en viande bovine britannique et irlandaise. Mais certains groupes ont enfreint cette règle. Début avril, les éleveurs britanniques ont en effet dénoncé des changements dans les approvisionnements de la part d'Asda (filiale de l'étatsunien Walmart) et de Sainsbury's.

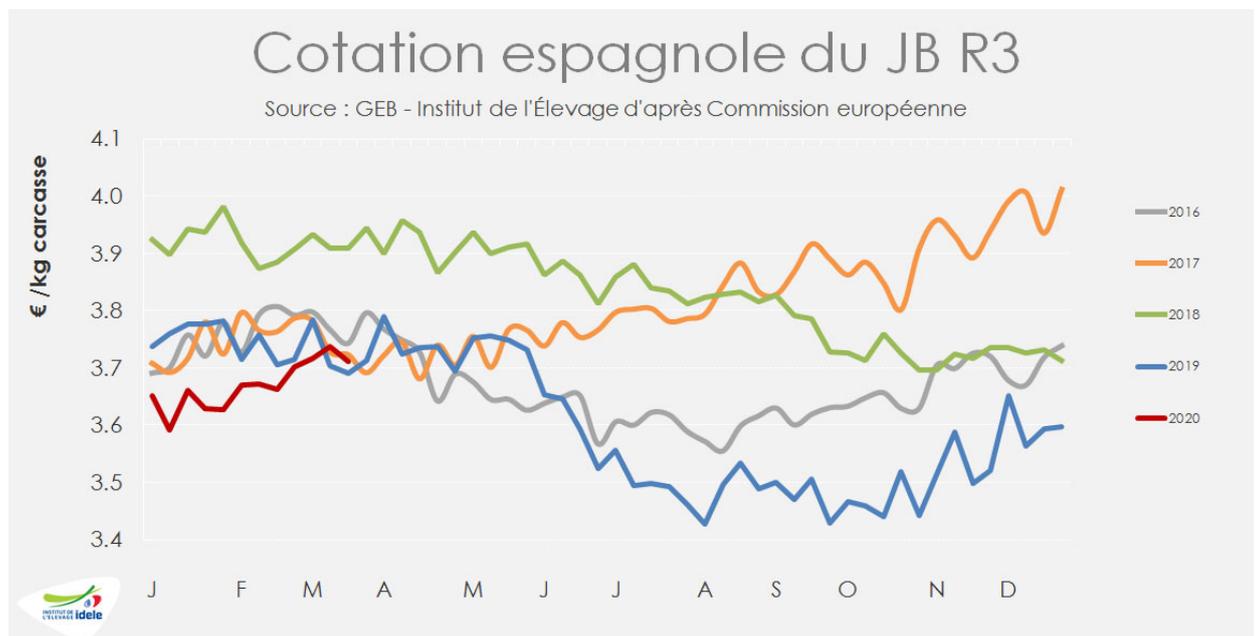
Le transformateur britannique ABP aurait ainsi fourni 400 tonnes de viande bovine polonaise aux deux chaînes de supermarchés.

D'après AHDB, la pandémie de Covid-19 pèse sur les prix des peaux. Ce marché était déjà sous pression depuis quelques mois. L'utilisation des peaux, notamment par l'industrie automobile est à l'arrêt dans toute l'Europe. Les fournisseurs de peaux ont désormais le choix entre de faibles marges et le stockage dans l'espoir de meilleurs prix à l'avenir. Certains abattoirs libèrent de l'espace pour stocker les peaux pendant de plus longues périodes mais avec des effets potentiels sur leur qualité. Voir l'article de AHDB.



Espagne : l'export en vif soutient les prix des JB

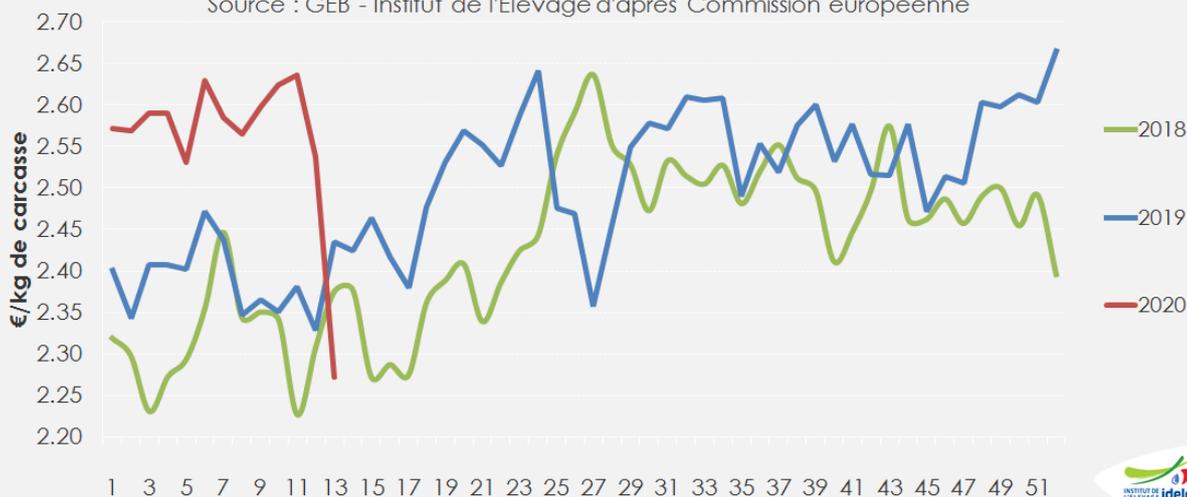
En **Espagne**, l'export de bovins finis vers le bassin méditerranéen se maintient à l'approche du Ramadan d'après Business France et contrebalance en partie la forte pression exercée sur les prix des carcasses par le report incomplet de la restauration vers la consommation à domicile et par le coup de frein des ventes de carcasses vers le marché italien. En semaine 13, le JB R3 cotait 3,70 €/kg de carcasse (= /2019 ; -6% /2018). Le bovin de 8-12 mois R3 (catégorie Z) cotait toujours 3,84 €/kg, contre 3,83 en 2019 et 3,96 en 2018.



Comme en Italie, les abattages de vaches de réforme sont quasiment à l'arrêt en raison de l'absence de débouché, les chaînes de *fast-foods* étant fermées. La cotation de la vache O, qui avait démarré l'année à un haut niveau, a perdu 36 centimes en 2 semaines pour tomber à 2,27 €/kg de carcasse (-7% /2019 ; -4% /2018).

Cotation de la vache O en Espagne

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne



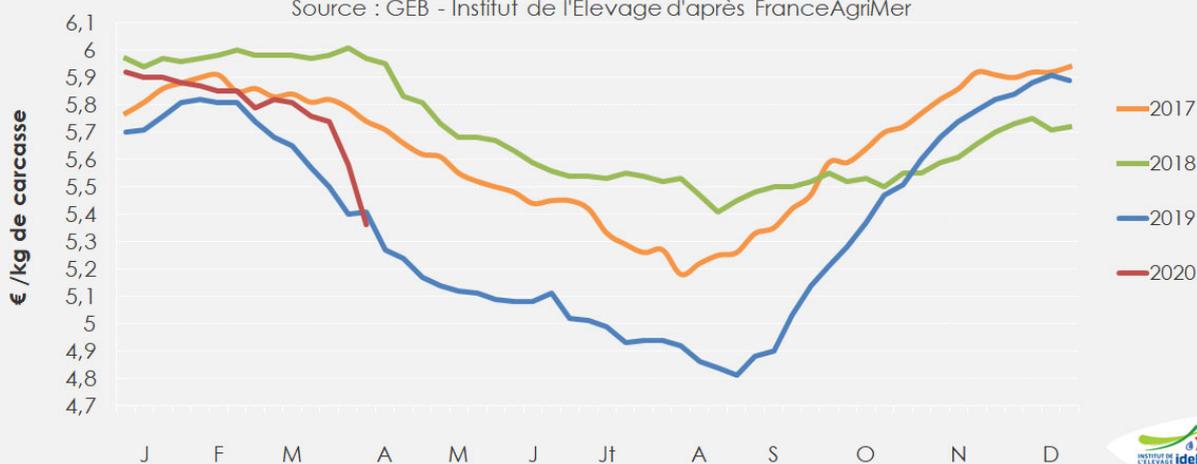
Veau de boucherie : la filière tente de réagir

Après une semaine 12 relativement dynamique et un coup d'arrêt brutal en semaine 13, les abatteurs français de veaux évoquent un moindre recul des abattages en semaine 14. Les cotations s'effondrent et la filière compte sur une communication renforcée après Pâques pour stabiliser la situation.

Les difficultés logistiques et l'indisponibilité du personnel restent surmontables pour la filière veau. Néanmoins entre la fermeture des débouchés RHD et la demande chaotique en grandes surfaces, les abattages accumulent du retard et les veaux s'alourdissent dans les élevages. En semaine 14, la cotation du veau rosé clair O élevé en atelier a perdu 38 cts en deux semaines (-7%). Elle s'établit à 5,36 €/kg carcasse soit 5 cts de moins que son niveau déjà très bas de 2019.

Cotation du veau rosé clair O élevé en atelier

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Sur les conformations supérieures, les évolutions sont moins marquées : la cotation du veau rosé clair R a perdu en 2 semaines 13 cts soit -2%, mais reste supérieure à 2019 (+17 cts ou +3%). La bonne tenue des ventes en boucherie explique ce relatif maintien des cours, sur un segment de marché toutefois déjà à la peine depuis plus de 2 ans.

Afin de relancer et de stabiliser les commandes des distributeurs, l'Interprofession a décidé de mettre en place une campagne de communication qui débutera en semaine 16, après Pâques, afin de stimuler l'offre en boucheries et en supermarchés. L'objectif est de maintenir la présence de la viande de veau dans les linéaires et sur les étals, menacée par le manque de personnel qui pousse les magasins à concentrer leurs efforts sur les principaux segments de viande en volume (viande bovine, certaines découpes de porc, poulet et dinde). Cette simplification est aussi une réponse au passage plus rapide des clients qui ne veulent pas passer trop de temps en magasin et qui plébiscitent le Drive lorsqu'il est proposé. Cette action de mise en avant sera suivie par celle du veau de la Pentecôte, à la toute fin du mois de mai.

Le contexte du veau est également marqué par la dégradation rapide des cours des poudres de lait et de lactosérum qui réduira sensiblement les coûts de production dans les mois à venir. (Voir focus Lait de vache).

Aux Pays-Bas, les abattoirs évoquent une chute d'activité de 50 à 70% depuis la semaine 12 en lien avec la fermeture des débouchés RHD en France, en Italie et en Allemagne. Cette situation touche le veau blanc et surtout le veau rosé encore plus exposé aux marchés hors domicile. Des volumes importants sont congelés et une partie croissante des veaux rosés, souvent le fait d'éleveurs indépendants, sera abattue après 8 mois, passant en catégorie Z (bovins jeunes).

Veau nourrisson : les débouchés s'effritent

Faute d'effectifs sur les foirails, FranceAgriMer n'a pu établir de cotation pour les veaux nourrissons en semaine 14. Plusieurs marchés sont fermés afin de limiter les risques de transmission du Covid-19. Les difficultés logistiques et l'absentéisme semblent toutefois surmontés par les opérateurs. En dehors des gestes barrières, la situation sanitaire ne génère pas de contraintes réglementaires pour le transport des veaux en France et vers l'Espagne ou l'Italie.

La demande en veaux nourrissons est en berne. D'une part, par manque de visibilité, les intégrateurs limitent les mises en place en France et le retard des abattages ralentit l'installation des bandes prévues. D'autre part, la pandémie de Covid 19 a entraîné une baisse de la demande sur les deux principaux marchés importateurs de veaux en Europe : les Pays-Bas et l'Espagne.

Aux Pays-Bas, un marché où la France n'exporte pas de veaux, les prix ont fortement chuté, dans le sillage du marché du veau de boucherie. En Espagne, le ralentissement général du marché de la viande limite fortement la demande. Du 8 mars au 4 avril 2020, les exportations françaises de bovins vers l'Espagne, dominées par les veaux laitiers mais où l'on compte aussi de nombreuses brouardes légères, ont reculé de 20% /2019 selon le système TRACE.

L'Irlande reste très présente sur la fourniture en veaux de 3 semaines du continent européen. Le pays exporte 80% de ses veaux entre février et mai, vers les Pays-Bas et l'Espagne. D'après les données de *Bord Bia*, l'Irlande a exporté près de 11 000 veaux en semaine 13.

Le mois d'avril est traditionnellement celui où l'offre française en veaux laitiers est la plus limitée : 214 000 naissances en avril 2019 contre 378 000 en septembre 2019. L'offre devrait rester à l'étiage jusqu'à fin mai et limiter les difficultés de valorisation des veaux nourrissons.

Les fromages AOP premières victimes du confinement des Français

En France comme dans la plupart des pays confinés, les filières laitières affrontent d'importants bouleversements de leurs débouchés : report de consommation de la RHD vers la grande distribution ; ralentissement des exportations. En France comme en Allemagne les transformateurs laitiers incitent les producteurs laitiers à la modération. La dégradation de la conjoncture est encore plus violente aux États-Unis et au Royaume-Uni, où un nombre croissant de producteurs laitiers ne sont plus totalement collectés.

Consommation : Bond des ventes de produits laitiers en GMS

Le confinement des Français et la chute d'activité de la RHD ont logiquement boosté les ventes de produits laitiers dans la grande distribution. Sur les semaines 11 (avant confinement) et 12 (première semaine de confinement), les ventes de laits conditionnés en supermarchés et hypermarchés ont bondi, en volume comme en valeur, de près de +70% /2019, selon les données IRI-CNIEL. Celles de beurre et de crème ont aussi fortement progressé, respectivement +52% et +46% en S12 /2019. Les achats d'ultra-frais, produits à DLC courte, ont plus modérément progressé (+22% en S11 et +16% en S12 en valeur).

Hormis les ultra-frais, les ménages ont constitué des stocks de précaution. Car leurs achats supplémentaires en semaines 11 et 12 ont largement dépassé la consommation de produits laitiers en RHD. Nous estimons la consommation annuelle à moins de 2 milliards de litres équivalent lait, contre près de 11 milliards de litres pour celle des produits laitiers à domicile.

Des achats supérieurs au report de consommation depuis la RHD

Les ventes de fromages en hypermarchés et supermarchés au rayon libre-service ont aussi fortement progressé, de +29-30% en semaines 11 et 12, toujours d'après IRI-CNIEL. Toutefois la croissance est bien moindre si on intègre l'activité des rayons à la coupe (non couverts par IRI) de même que les circuits traditionnels (crèmeries, halles, marchés) qui ont subi des chutes d'activité suite au confinement. Les fromages frais les plus fragiles, les fromages affinés, comme les fromages de garde AOP ont été délaissés. Le climat anxieux a incité les ménages à privilégier les fromages râpés et les fromages tranchés et emballés sous vide et les fromages fondus.

Les fromageries artisanales situées dans de nombreux bassins AOP sont les principales victimes de la chute de commande de 25 à 60%, selon les fromages et les entreprises, entre la première et la deuxième quinzaine de mars. Les producteurs fermiers sont les plus impactés. Face à la chute d'activité, certains innovent avec la mise en place de plateformes d'achat, de livraisons à domicile, de ventes de proximité aux supermarchés en milieu rural.

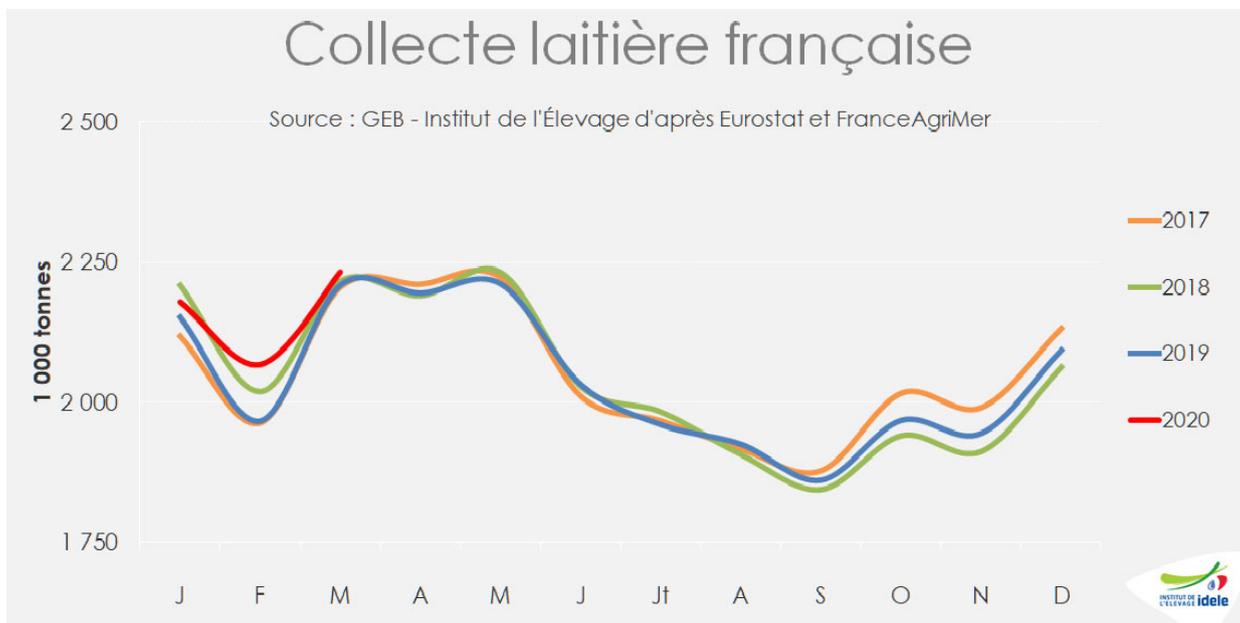
Les grands groupes laitiers, tous fabricants de fromages, sont mieux armés pour affronter cette crise sans précédent et adapter leurs offres aux chamboulements des flux et aux besoins des ménages confinés. Présents dans toutes les familles de produits, ils peuvent orienter la ressource laitière en fonction des besoins du marché intérieur. De plus ils disposent des capacités de transformation du lait excédentaire en produits de report (beurre et poudre maigre).

Collecte en France : hausse saisonnière plutôt modérée

Boostée par des conditions printanières précoces et propices à la production herbagère, la collecte laitière française a progressé modérément en mars, de +1,1% /2019 d'après les quatre sondages hebdomadaires de FranceAgriMer. Elle est ainsi juste remontée au niveau de la moyenne des 5 dernières années laitières.

La fermeté de la collecte a incité tous les transformateurs à envoyer des signes de modération à leurs livreurs, à quelques semaines du pic de lactation (fin avril – début mai), où la collecte hebdomadaire dépasse de près 10% le niveau hebdomadaire moyen (décembre) et de 20% le creux estival (fin août).

Collecte laitière française



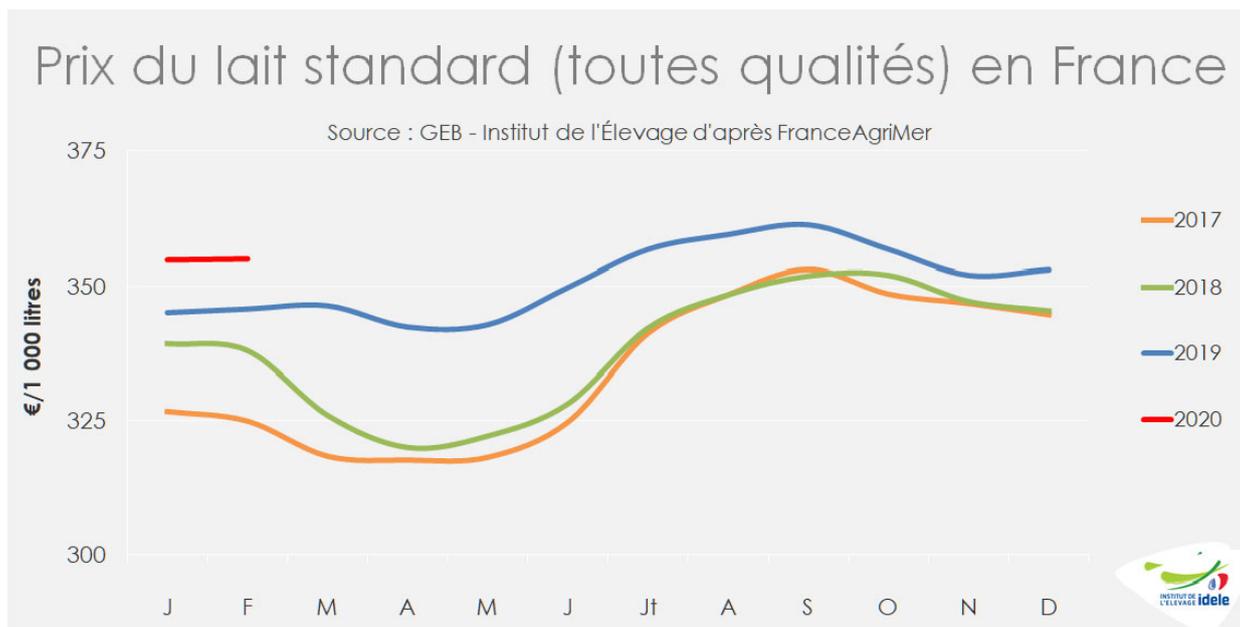
La collecte printanière pourrait se stabiliser au niveau de l'an dernier si les éleveurs suivent les consignes de modération de leur collecteur et bénéficient du fonds de solidarité exceptionnel (10 millions € sur fonds du CNIEL). Sous réserve de l'accord de Bruxelles, il vise à indemniser tous les éleveurs qui réduiraient leurs livraisons mensuelles d'avril (de -2 à -5% /2019) à un prix de 320 €/1 000 l. Le principal levier utilisé sera la réduction des aliments concentrés, d'autant plus justifiée si la production herbagère demeure vigoureuse.

Baisse prononcée du prix du lait au printemps

Les grands groupes laitiers ont adopté des dispositifs plutôt incitatifs dont les modalités diffèrent selon les laiteries (Focus Lait de vache *Tendances 311*). Ils appliquent un malus ou pénalité sur le prix du lait payé au printemps pour modérer la collecte printanière, compensé dans certains cas d'un bonus sur le prix payé en été pour encourager la production lors du creux saisonnier. Leur mix-produit varié et la diversité de leurs débouchés leur permettent de mieux résister à la modification profonde de la demande que les sociétés laitières très spécialisées.

Avec de telles dispositions, le prix du lait à la production s'infléchira ce printemps. Stable au 1^{er} trimestre à 355 €/1 000 l, le prix du lait standard (toutes qualités) retrouvera au mieux le bon niveau de 2019 au 2nd trimestre, et se situera plus probablement à mi-chemin entre 2018 et 2019.

Prix du lait standard (toutes qualités) en France



Baisse drastique des fabrications fromagères dans les zones AOP

Dans les montagnes de l'Est et du Massif Central, où l'essentiel de la collecte est transformé en fromages AOP, les Organismes de défense et de gestion (ODG) de ces AOP sont contraints de prendre des dispositions plus contraignantes de contingentement (permises dans le cadre du Paquet Lait européen). Ils ajustent ainsi les fabrications à leurs débouchés pour limiter le risque de dévalorisation de leurs fromages à haute valeur ajoutée et donc du prix du lait à la production.

Par exemple le CIGC (Comité interprofessionnel de gestion du Comté) et les syndicats de produits AOP Mont d'Or, Morbier et Bleu de Gex ont décidé de réduire la collecte printanière et les fabrications fromagères de 8% dans le massif du Jura au 2^{ème} trimestre. Pour rendre la mesure opérationnelle, la taxe interprofessionnelle (qui donne droit aux plaques vertes) est portée à 6 000 €/t pour les plaques supérieures à 92% de la référence printanière.

Cette décision, appliquée uniformément, crée des tiraillements entre les opérateurs. Les affineurs, qui ont privilégié la montée en gamme, avec des Comtés affinés pendant un à deux ans, commercialisés dans des circuits spécialisés à des prix élevés, sont les plus frappés par la déconsommation conjoncturelle. En revanche, d'autres affineurs, Monts et Terroirs (groupe Entremont) en tête, qui ont privilégié le Comté jeune (6 à 12 mois), vendu sous vide en libre-service à des prix modérés en grande distribution, s'en tirent plutôt bien. Les coopératives qui écoulent leurs fromages en blanc chez les affineurs et qui affinent du jeune Comté vivent la mesure de réduction comme une injustice. Celles qui livrent leurs fromages en blanc à des affineurs avec une stratégie de vieillissement voient parfois la mesure des -8% outrepassée, voir doublée à -16% dans certains cas.

Dans les Alpes, l'Interprofession laitière de Savoie demande une réduction encore plus drastique des fabrications de -20% pour les fromages AOP (Abondance, Tomes des Bauges et Reblochon) et de -10% pour les IGP. Pour y parvenir, elle adopte une logique de double volume/double prix, (volume A pour les laits transformés en fromages et volume B pour les laits excédentaires payés au prix de dégagement).

Dans le Massif Central, où la part de lait transformée en fromages AOP est moins prépondérante que dans les montagnes de l'Est, l'Union des producteurs de lait à St Nectaire de même que l'ODG Cantal recommandent une réduction de 30% des fabrications pendant la période de confinement. Les éleveurs sont incités à réduire leurs livraisons. La coopérative Sodiaal joue le transformateur en dernier ressort. Elle collecte le lait que des fromageries artisanales ne ramassent plus faute de débouchés dans les fromages AOP. De plus elle a momentanément cessé ses fabrications de Bleu d'Auvergne, ses caves étant pleines, ce qui l'oblige à transformer les volumes de lait détournés des AOP en beurre/poudre maigre, voire en lait UHT.

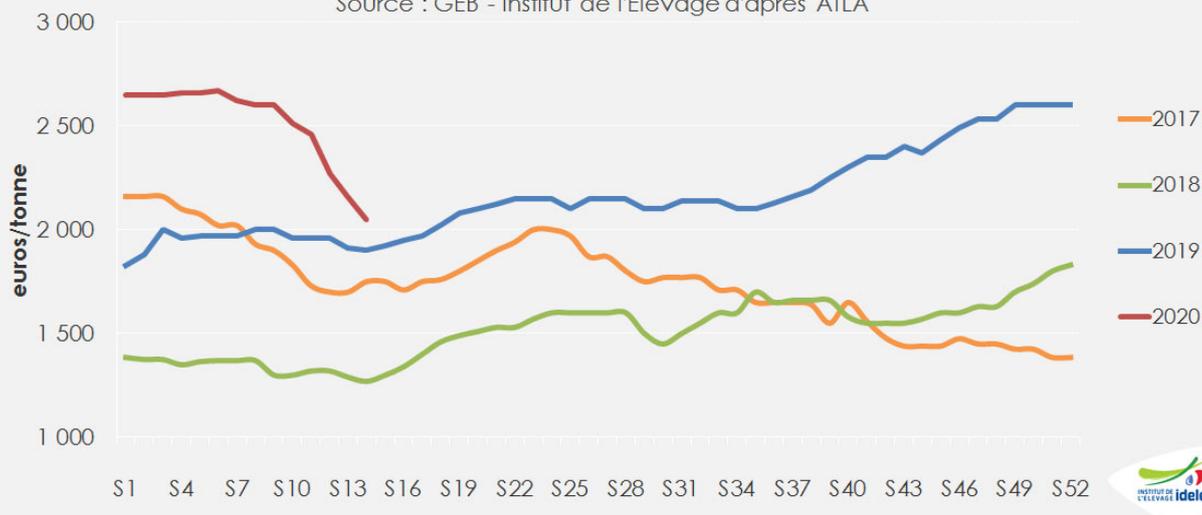
Certaines coopératives de collecte sont aussi contraintes de réduire drastiquement leur collecte. Elles subissent des baisses de commande de transformateurs français et européens eux-mêmes confrontés à des excédents de lait. Par exemple l'Union Laitière de la Meuse (ULM) impose une réduction collective de 5% de la collecte d'avril et mai à tous ses adhérents plus une baisse supplémentaire de 2,5% pour ceux en dépassement de plus de 10% /2019 sur la collecte de mars, et une baisse de 5% pour ceux en dépassement de plus de 20% toujours sur celle de mars (soit une baisse de -12,5% dans ce cas). La coopérative a décidé d'acheter les volumes excédentaires au prix symbolique de 1 €/1 000 litres.

Ingrédients laitiers : poursuite de la chute des cours

Le déséquilibre croissant entre offre et demande continue de faire pression sur les cours de la poudre maigre. La cotation ATLA a encore perdu 110 € en semaine 14, soit -440 € en quatre semaines, pour afficher 2050 €/t (+150 € /2019 soit +8% /2019). À un tel rythme de baisse, elle pourrait fin avril retomber au prix d'intervention (1 699 €/t).

Cotatation de la poudre maigre en France

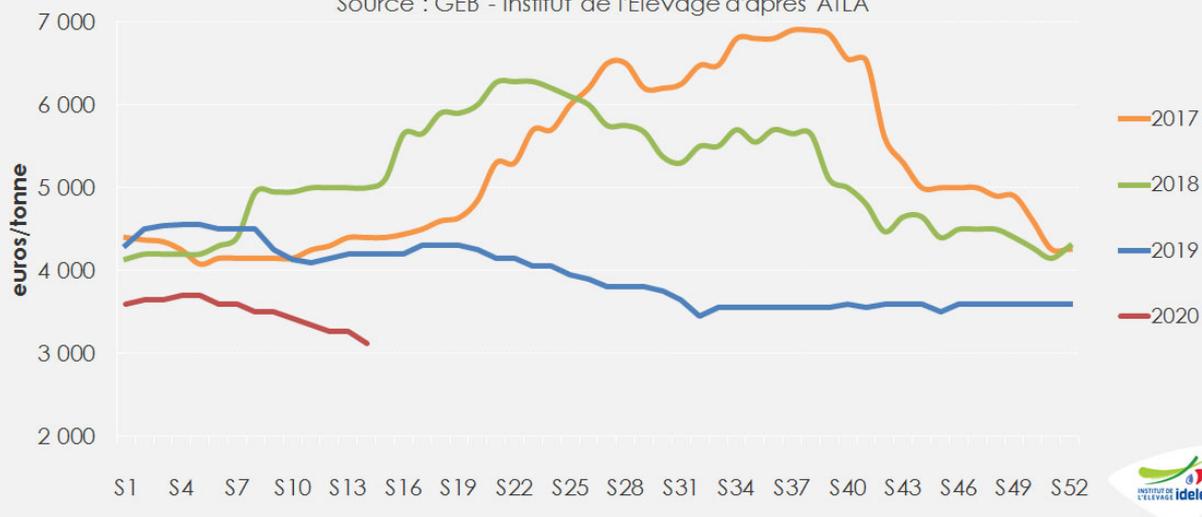
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ATLA



Après avoir bien résisté, le cours du beurre a également décroché, la cotation ATLA a perdu 150€/t début avril. A 3120€/t, elle se retrouve 26% son son niveau de 2019.

Cotatation du beurre sur le marché spot en France

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ATLA



Ainsi le prix du lait valorisé en beurre/poudre maigre a chuté de 67 €/1 000 l en 5 semaines, à 252 €/1 000 l début avril d'après nos estimations.

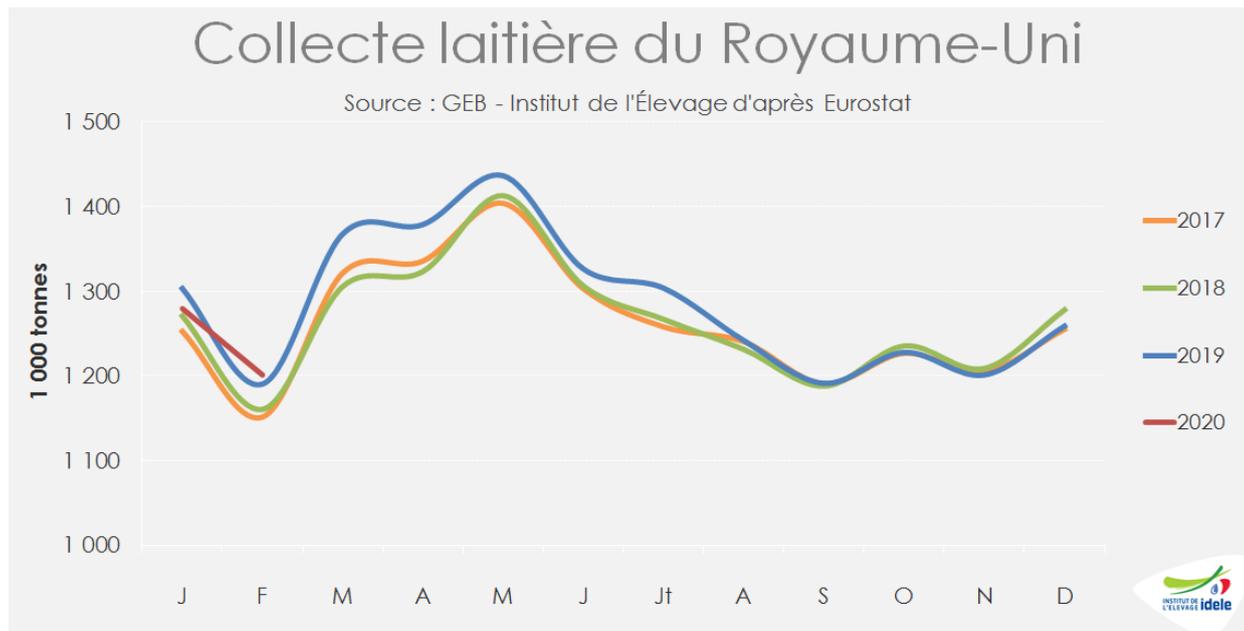
A noter toutefois, que les enchères de la plateforme GlobalDairyTrade ont connu le 7 avril leur première séance haussière (+1,2%) depuis fin janvier et 4 séances consécutives de baisse.

Une situation tendue dans le reste de l'UE

En **Allemagne**, la pression s'accroît sur les producteurs laitiers. Plusieurs transformateurs ont demandé à leurs livreurs de réduire leur livraison de lait. La laiterie Schwälbchen-Molkerei appelle à une réduction des livraisons de 20% en avril par rapport aux volumes de mars. Le Bayern MeG a également demandé à ses 135 organisations de producteurs, avec environ 14 000 producteurs de lait, de réduire considérablement leur production. Le Nord MeG prévient également ses livreurs de ne pas produire de lait supplémentaire. La perte de débouchés intérieurs et extérieurs est mise en avant pour justifier de telles actions. La hausse saisonnière de la collecte allemande a déjà été interrompue en semaine 13 (qui se termine le 27 février) d'après les sondages hebdomadaires d'AMI, avec un recul de 1,1% d'une semaine sur l'autre et un niveau à peine supérieur à celui de l'année dernière (+0,3%). En outre, certaines laiteries ont annoncé des baisses de prix pour le mois d'avril.

Au **Royaume-Uni**, les baisses de prix touchent maintenant une majorité des transformateurs et le surplus de lait, face à une demande en recul, grossi, alors que le pays entre dans sa période de pic saisonnier.

Un certain nombre de producteurs de Freshways ont ainsi été contraints de se débarrasser de leur lait. Le plus grand transformateur de lait indépendant d'Écosse, Graham's Family Dairy, a informé ses fournisseurs qu'il avait des inquiétudes quant à sa capacité de ramasser du lait dans les fermes au cours des prochains jours. Certains transformateurs ont également dû jeter du lait déjà collecté.



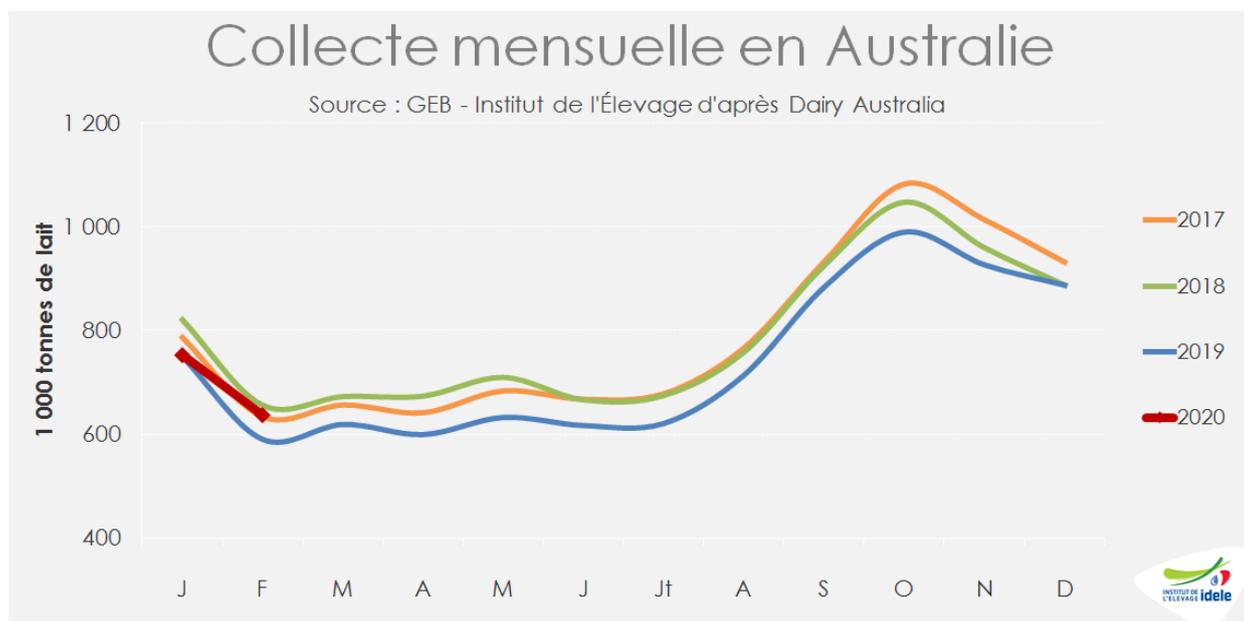
En **Irlande**, la collecte de lait n'a pas encore été affectée et les transformateurs poursuivent normalement leurs productions. Cependant, la nervosité grandit parmi les agriculteurs quant à l'évolution du prix du lait. Les coopératives n'hésitent plus en effet à évoquer d'inévitables baisses du prix du lait, de -20 €/1 000 l dans un premier temps mais pouvant aller jusqu'à -40 € à l'été, si la situation ne se rétablit pas.

Aux **Pays-Bas**, la collecte se poursuit encore normalement. Les laiteries ont convenu d'un plan d'urgence en cas de problèmes liés à la transformation du lait, permettant de transférer le lait d'une entreprise à une autre si nécessaire. Cependant, les producteurs de lait néerlandais sont informés qu'en cas de saturation de la capacité de transformation, le lait pourrait temporairement ne plus être collecté.

Évolutions contrastées en Océanie

L'Océanie n'est pas encore très touchée directement par le Covid-19 et sa production laitière entre dans son creux saisonnier.

En **Australie**, pas de confinement généralisé, mais le confinement est recommandé pour les plus de 70 ans et les déplacements limités aux activités essentielles. Dans ce contexte, le rebond de la collecte s'est poursuivi en février, avec une hausse de +8% /2019 (4,2% effet année bissextile neutralisé). Sur les deux premiers mois de 2020, la progression se chiffre à +2% /2019.



Avec moins de 1 000 cas de Covid-19 confirmés au 8 avril, la Nouvelle-Zélande est encore relativement épargnée par le virus. Mais son secteur laitier pourrait subir les conséquences du retournement des marchés mondiaux qui pourrait cependant être atténué par la baisse de production nationale. Subissant des conditions météorologiques difficiles (sécheresse au Nord et inondations au Sud), la production laitière néo-zélandaise a reculé de -3,4% /2019 après prise en compte de l'effet année bissextile. Des experts locaux anticipent une baisse des prix du lait dans les semaines à venir.

Conjoncture difficile aux États-Unis

Aux **États-Unis**, 31 États ont décrété le confinement de leur population. Au niveau fédéral, les recommandations de distanciation sont prolongées jusqu'au 30 avril. La situation laitière étatsunienne s'est rapidement dégradée, entre une production sur une tendance haussière et une demande qui s'est subitement contractée.

Les mesures prises pour lutter contre le Coronavirus, et notamment la fermeture des écoles mais aussi des restaurants et cantines dans de nombreux États, ont considérablement freiné **la demande** dans un pays où environ 55% des dépenses alimentaires se font en RHD, selon le département américain de l'Agriculture. Ainsi, les volumes de beurre utilisés dans les restaurants et les boulangeries dépassent ceux des achats des ménages. Si les achats de produits laitiers par les ménages ont augmenté depuis la fin mars, ils ne compensent pas la chute des achats en RHD. L'aide alimentaire, compte tenu de la hausse du chômage, pourrait constituer un débouché pour les produits laitiers dans les mois à venir. Le Congrès a annoncé des milliards de dollars pour l'aide au secteur agricole et l'achat de produits alimentaires dans le cadre de son programme d'aide de 2 milliards de dollars, mais le calendrier et les détails de ces aides ne sont pas encore connus.

En outre, **les transformateurs** font face à de nombreuses contraintes pour approvisionner les commerces d'alimentation. Certains rencontrent des difficultés à passer de l'emballage de produits en gros pour les restaurants à la préparation de produits de détail pour les magasins. D'autres usines travaillent actuellement à pleine capacité et ne peuvent traiter plus de lait. Enfin, les entreprises de transport routier peinent à trouver des chauffeurs qui sont nombreux à avoir arrêté le travail par crainte du virus. Ces problèmes ont amené de nombreux commerces à limiter les volumes achetés par client.

Le **débouché export** est également en berne, non seulement à cause des contraintes logistiques liées au transport routier, à la disponibilité des containers maritimes et à l'arrêt de nombreuses liaisons aériennes, mais également par la faiblesse de la demande. Si les commandes chinoises semblent progresser de nouveau, d'autres clients asiatiques en produits laitiers sont également touchés, comme le Japon ou la Corée. Le Mexique, principal acheteur de poudre maigre (50% des exportations étatsuniennes) et de fromages (25% des volumes) a vu son pouvoir d'achat chuter depuis la mi-février et la dépréciation du peso face au dollar (-25% en 6 semaines).

Les évolutions des **fabrications** de produits laitiers va rapidement peser sur les prix du lait. Pour fournir le lait liquide demandé par les ménages, de nombreux transformateurs écrèment le lait et transforment la matière grasse en beurre, abondant ainsi des stocks déjà à des niveaux record. Fin février, les stocks de beurre se chiffraient en effet à 137 000 t, un niveau plus atteint depuis 1993 à cette époque de l'année. Les prix du beurre et de la crème ont donc entamé un recul rapide aux États-Unis. Une mécanique similaire se met en place sur le fromage, dont 45% de ses fabrications sont utilisés par la RHD. La fermeture de nombreux restaurants fait plonger les ventes de mozzarella qui sont difficilement compensées par les achats des ménages. Les fabrications de cheddar pourraient donc augmenter et entraîner une baisse encore plus rapide du cours des fromages et du prix du lait Classe III, principale composante du prix du lait aux États-Unis.

Ces difficultés liées à la consommation et à l'offre de produits laitiers commencent à avoir des répercussions sur la **production laitière**, qui était sur une tendance croissante depuis la mi-2019. Elle a encore progressé de 1,4% sur les deux premiers mois de l'année 2020 et de 1,7% /2019 (effet année bissextile neutralisé) sur le seul mois de février.

Collecte laitière étatsunienne

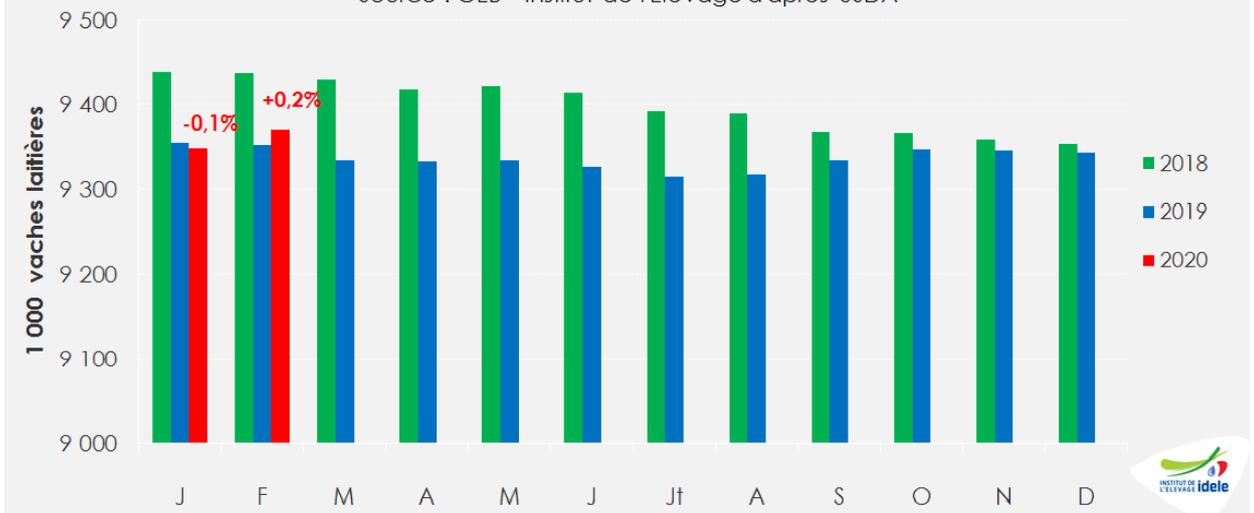
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA



Cette évolution résulte de conditions météorologiques favorables qui ont entraîné une hausse de la productivité des animaux, mais également d'une croissance du cheptel national qui atteint en février son plus haut niveau depuis août 2018. Ces chiffres laissent présager une production record lors du pic saisonnier des mois de mars, avril et mai.

Evolution du cheptel laitier étatsunien

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA



Mais face à la demande en recul et aux problèmes de logistique, de nombreux coopératives ont demandé à leurs membres de freiner leur production. Certaines incitent même des éleveurs à réduire leur cheptel. Depuis début avril, des producteurs laitiers sont contraints de commencer à jeter leur production qui n'est plus collectée plusieurs jours par semaine. Si de grosses structures, comme Dairy Farmers of America, ont accepté de payer le lait jeté par certains de leurs éleveurs, cette décision peut difficilement tenir dans le temps.

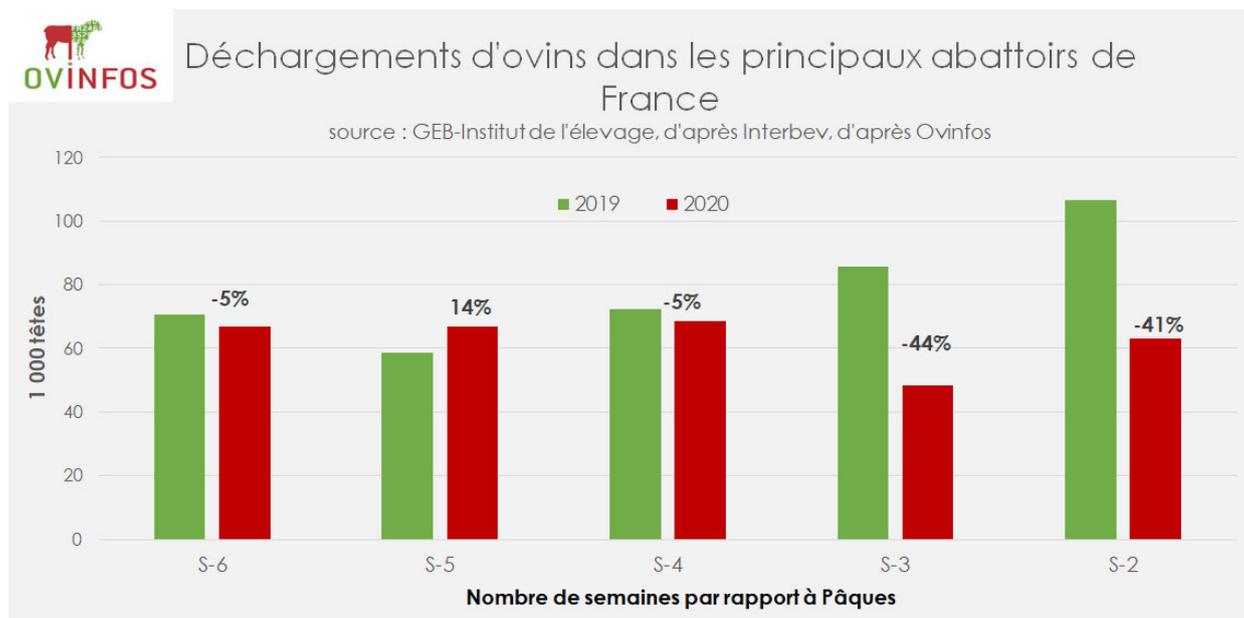
Le **prix du lait** aux États-Unis devrait poursuivre son recul entamé en novembre 2019. En février, il s'est replié de 4% d'un mois sur l'autre pour s'établir 417 \$/t (382 €/t), un niveau encore 13% supérieur à celui de 2019. En mars, les premières données du prix du lait Classe III et Classe IV montrent des baisses comprises entre 4% et 8%, laissant présager un nouveau recul.

Effets du Covid-19 et du confinement sur la filière viande ovine – situation au 8 avril 2020

Le confinement de la population a totalement bouleversé les habitudes de consommation des français à l'approche de Pâques. Comme pour beaucoup de pays producteurs, face à une demande moindre, la France a choisi de privilégier sa production aux viandes d'import et a beaucoup misé sur la communication autour du *made in France*. Les efforts de la filière semblent avoir porté leurs fruits puisqu'à quelques jours seulement de Pâques, les agneaux surnuméraires semblent avoir trouvé leur débouché, mais au prix d'une forte baisse de valeur.

La cotation française s'effondre une semaine avant Pâques

Compte-tenu de l'instabilité de la demande des français, toute la chaîne d'approvisionnement est perturbée : les commandes des distributeurs aux abatteurs puis aux éleveurs se font quasiment au jour le jour. Après une forte hausse en semaine 12 puis un effondrement en semaine 13, les **abattages** de la semaine 14 (se terminant le 5 avril) se seraient redressés selon les données d'Ovinfos, fournies par Interbev (suivi des principaux abatteurs français représentant les 3/4 de la production nationale). Les reports de la semaine 13 auraient été très importants mais les abattages de la semaine 14, même si en recul par rapport à l'an passé, auraient permis de rattraper les reports de la semaine 13, selon l'interprofession. En semaine 15, les achats des français seraient particulièrement dynamiques (déjà en bonne voie en semaine 14) et presque tout aurait été vendu.



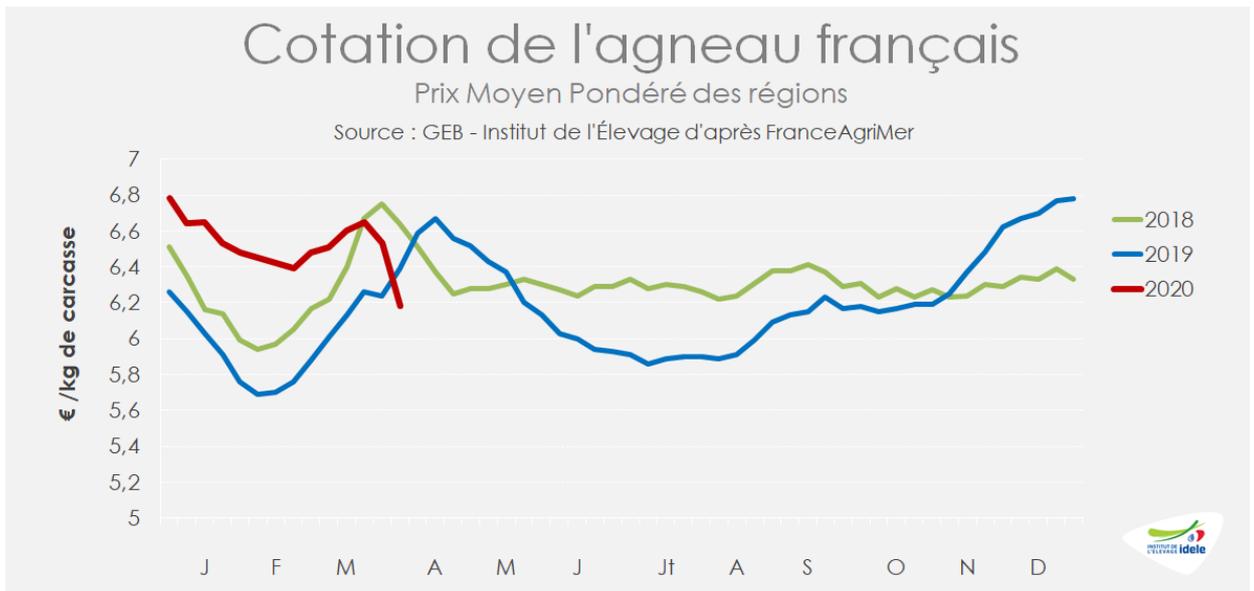
Les **reports des sorties** auraient fortement ralenti à l'approche de Pâques, grâce aux engagements de l'ensemble des opérateurs de la filière et à la communication collective autour l'agneau français.

Concernant l'**export en vif**, le retard pris depuis début mars aurait été résorbé en semaine 15 et les exportateurs se réapprovisionneraient progressivement pour de nouveaux envois après Pâques. Les envois de bétail en vif vers l'Espagne étaient en effet baissiers sur les semaines 11 à 13 de 2020, comparativement à 2019. Le manque de personnel de certains opérateurs et les problèmes de transport expliquent ces difficultés, mais les frontières restent ouvertes.

Dans le domaine de la **distribution**, les achats en hypermarchés reculent fortement tandis qu'en supermarchés, la situation est meilleure. La plupart des enseignes auraient opté pour des achats préférentiellement de viande d'agneau d'origine France en semaine 15, pour certaines dès la semaine 14. La mise en avant de l'origine France pourrait éventuellement être prolongée après Pâques (notamment pendant le Ramadan).

Il semble bien que l'agneau sous signe officiel de qualité (Labels notamment) soit dévalorisé, parfois jusqu'à perdre 1 €/kg, en entrée abattoir, alors que leur part dans la production française est élevée. Par ailleurs, les agneaux néozélandais ont déjà été reçus et stockés par les enseignes et ils devront trouver un débouché.

En outre, des commandes faites avant crise arriveraient seulement en ce moment-même dans certaines GMS, à cause du retard lié aux grèves de décembre/janvier.



Après avoir déjà chuté en semaine 13, le **cours de l'agneau français** perd 35 centimes d'une semaine sur l'autre, à 6,18 €/kg en semaine 14 ! Cet effondrement de la cotation est usuellement rencontré la semaine après Pâques, lorsque la demande baisse, et non une ou deux semaine(s) avant... « C'est la première fois que l'on observe le cours de l'agneau chuter avant Pâques », s'inquiètent les professionnels.

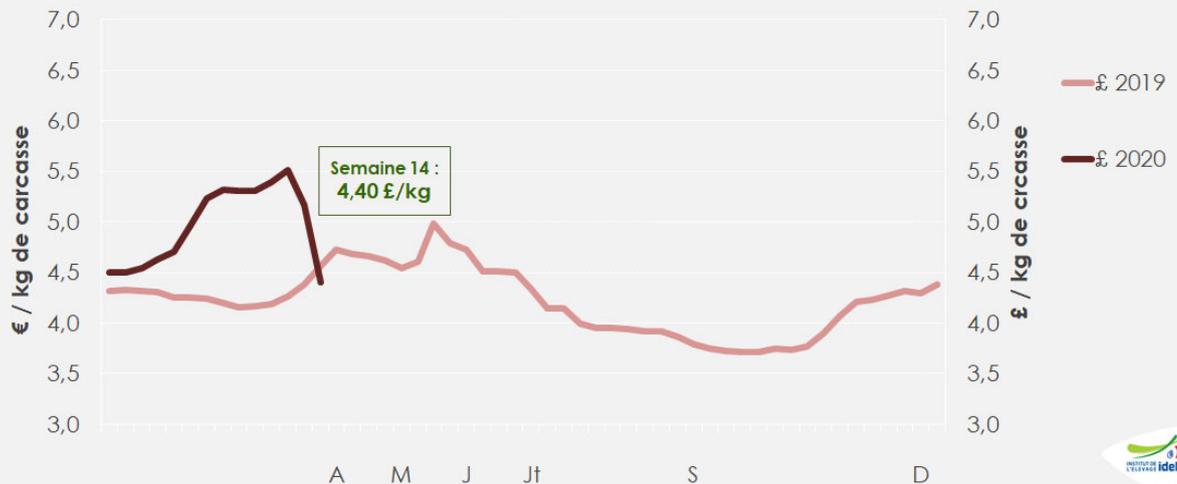
Dans tous les cas, les **filières se mobilisent pour écouler leur production**. C'est le cas, par exemple, des éleveurs basco-béarnais, qui doivent trouver rapidement un débouché pour leurs agneaux de lait, dont le plus grand nombre est habituellement exporté vers l'Espagne. Pâques étant le dernier rendez-vous important de la saison de l'agneau de lait. La filière concerne quelque 1 750 d'éleveurs de brebis laitières dans les Pyrénées atlantiques, avec près de 490 000 brebis. La restauration représente habituellement l'essentiel du débouché français, déjà minoritaire par rapport à l'export... Avec le confinement, les éleveurs doivent aujourd'hui vendre en local, ce qui s'avère compliqué d'autant que les agneaux laitiers espagnols concurrencent l'origine France dans le Sud-Ouest. Heureusement, les initiatives ne manquent pas, et quelques 700 éleveurs de trois coopératives des Pyrénées Atlantiques (Axuria, CAOSO et l'AOBB), se sont associés dans la création d'un gigantesque drive mobile, pour vendre des caissettes d'agneaux de lait, à une semaine de Pâques. 40 000 agneaux sont à écouler, mais les commandes affluent par ce canal : les associés espèrent écouler 2 000 agneaux dans ce contexte.

Royaume-Uni : abattages en recul du fait d'exportations moroses

Au Royaume-Uni, la baisse de la production se poursuit et, face une demande interne et à l'export en forte diminution, la cotation britannique s'effondre... Elle repasse sous son niveau de 2019 (année déjà mauvaise pour la cotation de l'agneau britannique, pour rappel) en semaine 14, atteignant 4,40 £/kg. La situation se répète dans chaque pays producteur : retournement du prix de l'agneau avant même les fêtes de Pâques.

Cours de l'agneau lourd britannique

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après la Commission européenne et AHDB - Beef & Lamb



Irlande : La cotation irlandaise poursuit sa baisse précoce

En semaine 13 (se terminant le 29 mars), les abattages étaient en baisse de – 18% par rapport à la semaine précédente. Les ventes d'ovins se sont néanmoins redressées au début de semaine 15 et les abattoirs sont désireux de s'approvisionner pour répondre aux commandes de Pâques. La demande sur les principaux marchés d'exportation (Belgique, France et Allemagne), reste très faible. La cotation irlandaise est repassée sous son niveau de 2019, à 5,40 €/kg en semaine 14.

Toutefois, de début janvier à fin avril 2020, les sorties d'agneaux (principalement en abattoirs) d'ovins en Irlande est estimé en hausse par rapport à 2019, à 653 000 têtes, soit +16% /2019. Cette augmentation est due aux reports, sur l'année 2020, avec une estimation de 103 000 *hoggets* supplémentaires.

Cotation de l'agneau en Irlande

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bord Bia



Espagne : marché de l'agneau de lait à l'arrêt et craintes vis-à-vis des envois d'agneaux lourds

Globalement, l'impact du covid-19 en Espagne sur la consommation de produits ovins est très similaire à celui de la plupart des autres pays. L'écoulement de la production de viande ovine espagnole dépendant principalement de la consommation intérieure, la situation est actuellement difficile.

Consommé de façon particulièrement saisonnière (Noël et Pâques, surtout), l'agneau de lait est aussi étroitement lié aux célébrations (mariages, baptêmes, communions et autres fêtes de famille, dont beaucoup ont lieu à cette période de l'année). La fermeture de la RHD et la suspension des fêtes de Pâques ont engendré une forte chute de la demande. Les agneaux non vendus sont donc toujours dans les fermes et, en plus de la baisse de leurs ventes, les éleveurs subissent aussi des charges liées à leur maintien dans les exploitations.

Les organisations professionnelles espagnoles craignent également la baisse des exportations d'agneaux lourds, destinés prioritairement aux pays arabes lors de célébrations collectives (Ramadan), dans le cas où des restrictions de déplacements et des rassemblements seraient encore appliquées fin avril.

Comme dans beaucoup d'autres pays les initiatives fleurissent pour soutenir et valoriser la production locale.

Océanie : divergence des prix australiens et néozélandais

Alors que l'on craignait que la viande ovine néozélandaise initialement destinée à la Chine soit détournée vers l'Europe en raison de l'arrêt momentané des ports chinois, selon *AHDB*, les produits détournés se sont principalement dirigés vers le Moyen-Orient au moins jusqu'à la mi-mars. D'autres sources suggèrent que le commerce reprenait doucement vers la Chine dès la semaine 11 (se terminant le 15 mars). L'impossibilité pour la Nouvelle-Zélande d'acheminer de l'agneau en Chine a provoqué une importante chute des cours néozélandais en février-mars 2020, selon *Meat & Livestock Australia* (MLA).

La Nouvelle-Zélande est elle-même désormais bloquée en raison du coronavirus. Le gouvernement tient à maintenir le flux des exportations agricoles. Cependant, pour se conformer aux nouvelles réglementations mises en place pour contrôler la propagation de l'épidémie, la capacité d'abattages dans les abattoirs a été réduite. Les ovins et les bovins resteraient bloqués en ferme en raison d'abord de la perturbation des ports chinois et des transports maritimes à l'échelle internationale : tout ralentissement des lignes de mise à mort ne ferait qu'exacerber la situation.

La Chine est le premier marché australien en viande ovine, mais la Nouvelle-Zélande est plus exposée, car plus dépendante de ce marché chinois : plus de 50% de la viande ovine NZ exportée avait pour destination la Chine en 2019.

Compte-tenu de la volatilité de la demande chinoise en importations, l'Australie, avec un portefeuille de clients plus diversifié, paraît davantage en capacité de gérer ces aléas. Cela explique en partie la progression du cours de l'agneau australien, malgré les difficultés d'envois vers la Chine. *MLA* estime ainsi que plus de 90% des exportations australiennes de viande ovine vers la Chine sont utilisées dans la RHD. C'est en fait grâce aux précipitations généralisées, observées en l'Australie cette année et qui ont succédé aux violents feux de brousses, que les prix de l'agneau ont atteint de nouveaux records et se sont considérablement découplés de ceux de la Nouvelle-Zélande.

Bien que l'écart de prix entre les deux pays soit devenu assez important, il semble peu probable qu'il puisse durer trop longtemps étant donné que les débouchés de ces deux exportateurs leaders sont souvent communs à travers le monde.

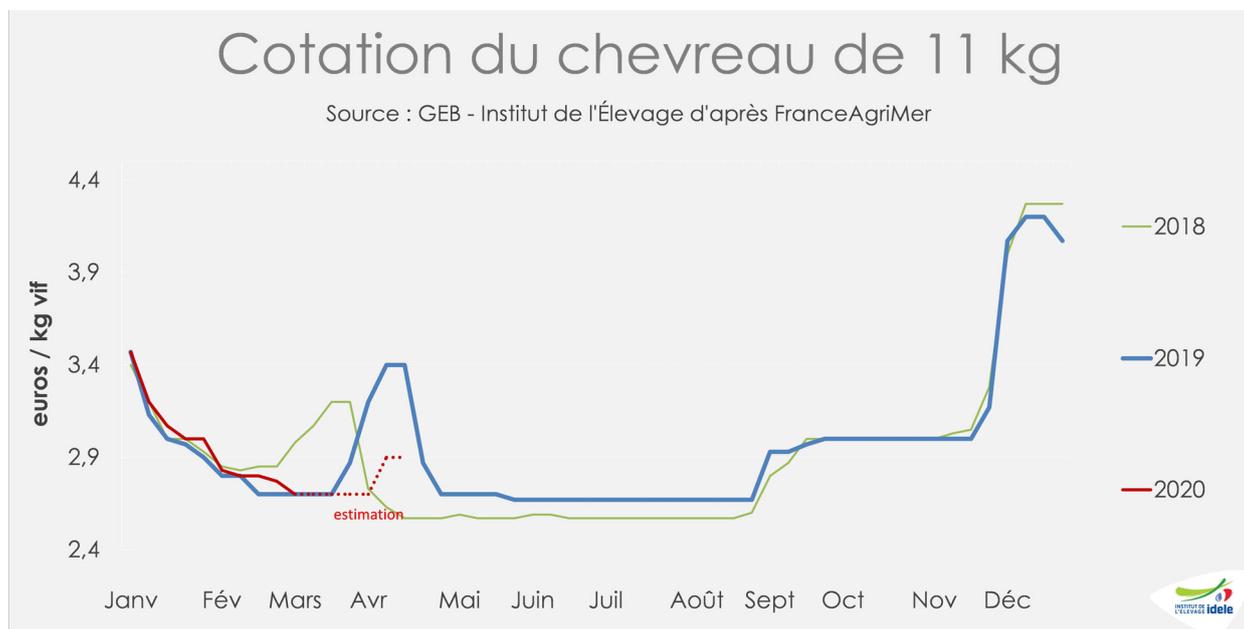
Le confinement met en grave difficulté la filière viande caprine

Les mesures de confinement, généralisées en France mais aussi au Portugal et en Italie quelques semaines avant les fêtes pascales, ont provoqué un effondrement des commandes de viande chevreau par les distributeurs. Ils tablent sur une réduction des achats par les ménages qui ne pourront pas fêter en famille cette fête religieuse. Or cette période concentre en temps normal 50% des ventes annuelles de chevreaux.

Des débouchés réduits, les cours s'effondrent

Tout début mars, la mise en confinement de l'Italie s'est traduite par la fermeture de la restauration hors-domicile et une tentative de transfert de l'offre de viande caprine vers la grande distribution et les boucheries. La fermeture des frontières explique le ralentissement des flux de viande caprine vers le marché italien, historiquement la deuxième destination des exportations françaises. Malgré les nombreuses annulations de commandes, les opérateurs français de la filière de viande caprine s'étaient tout de même engagés à poursuivre le ramassage et l'abattage des chevreaux jusqu'à Pâques. A l'inverse de l'abattage des chèvres de réforme, suspendu jusqu'à nouvel ordre.

La mise en place, décalée d'une dizaine de jours, des mêmes mesures de confinement en France et au Portugal (premier débouché à l'export de la viande caprine française) à l'approche de la campagne pascale présage d'une baisse importante de la demande de viande de chevreau au moment même du pic de consommation. Le cadre festif collectif dans lequel la viande de chevreau est servie habituellement est désormais interdit, et les problèmes de commercialisation sont constatés avant même la semaine de Pâques. Ainsi, les principaux abattoirs déclarent une baisse de -60% à -70% des ventes de viande de chevreau en semaine 14. Environ la moitié des volumes disponibles aurait déjà été mis en congélation. Avec un prix estimé de 2,70 €/kgéc à Pâques, le prix serait 20% inférieur à celui de 2019 (soit 3,40 €/kgéc).



Cette situation met en grave difficulté les ateliers d'engraissement qui ne peuvent commercialiser tous les animaux et perçoivent en outre un prix de vente inférieur de 20% à leur anticipation. Les pertes économiques sont estimées à plusieurs centaines de milliers d'euros.

Par ailleurs, si la constitution de stocks permet de résorber l'excédent conjoncturel d'offre, leur écoulement pèsera sur les prix bien au-delà de la crise sanitaire, notamment lors des fêtes de la fin 2020, second pic annuel de consommation. Selon les estimations d'Interbev, entre 170 000 et 200 000 carcasses de chevreaux seraient stockées en viande congelée, soit l'équivalent de la consommation française de chevreaux à Pâques 2019 (environ 160 000 chevreaux). Des nouveaux débouchés capables d'absorber ces volumes devront être trouvés et plusieurs pistes restent à explorer (nouveaux marchés à l'export, collectivités territoriales, industrie agro-alimentaire, etc).

Le ramassage des chevreaux sera assuré jusqu'à Pâques, mais la filière doit encore définir les stratégies à adopter pour éviter la constitution de stocks sur pied en élevage, qui pénaliserait les résultats des engraisseurs.

La pression sur la filière laitière caprine se fait sentir

Pour éviter une éventuelle saturation des usines de transformation de lait de chèvre, les éleveurs ont été encouragés à maîtriser leur production. Certains ont cherché à réformer des chèvres peu productives, mais ont dû faire face à l'impossibilité de les commercialiser. En effet, la collecte des chèvres de réforme était suspendue jusqu'à la semaine 14. Interbev estime que 15 000 chèvres devront être ramassées après la crise sanitaire. Si cette situation venait à se prolonger et ces chèvres se retrouvaient bloquées en ferme, les résultats des éleveurs pourraient être pénalisés par des surcoûts associés.

La section caprine d'Interbev se mobilise auprès des pouvoirs publics pour obtenir le déclenchement de l'aide au stockage privé et à l'engraissement.

Marchés des grains : le Covid-19 engendre de la volatilité

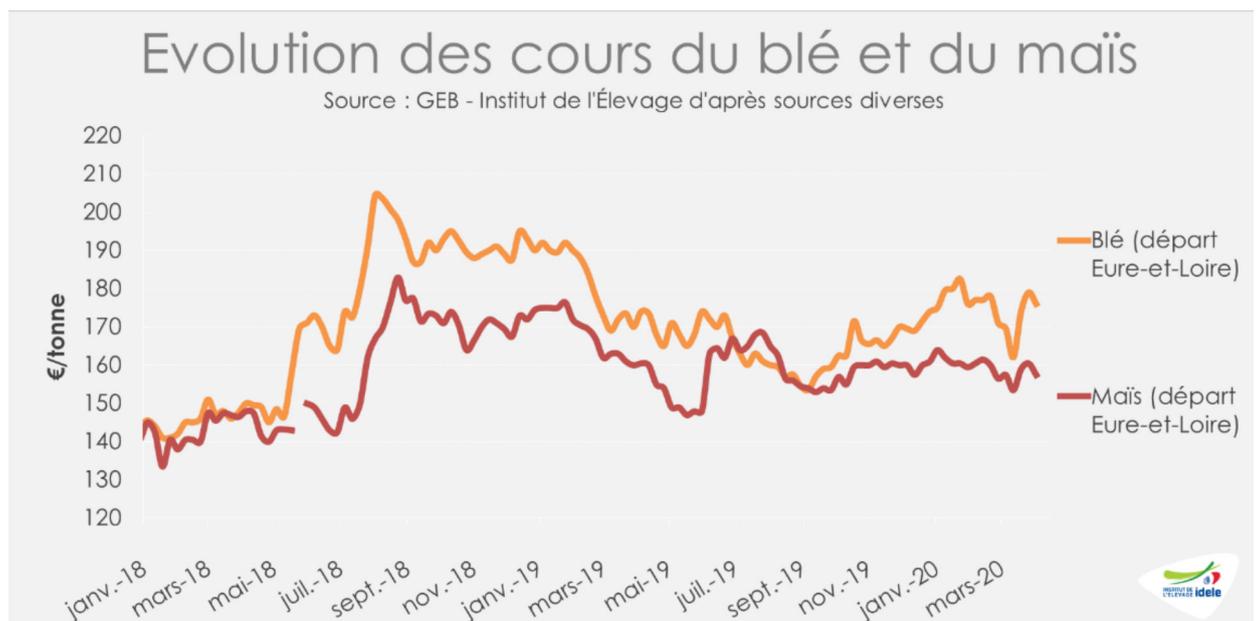
La volatilité sur les cours internationaux des matières premières s'est amplifiée ces dernières semaines avec la propagation du virus à l'échelle mondiale. En France, le point de vigilance du secteur de l'alimentation animale concerne principalement l'approvisionnement en protéines (prix et disponibilités). La demande en tourteaux pour l'alimentation du troupeau laitier pourrait cependant diminuer.

Céréales : le surstockage de produits à base de blé fait monter les cours

Sur le marché du **blé**, malgré des fondamentaux porteurs, le développement de l'épidémie en Chine a d'abord conduit à une baisse des prix en février, les opérateurs craignant alors une réduction de la demande. Mi-mars, la tendance s'est rapidement inversée avec l'expansion du Covid-19 à l'Europe, puis à nombreux autres pays. Dans la panique, les consommateurs ont massivement acheté des denrées de première nécessité à base de blé. Les éleveurs ont eu des comportements similaires en surstockant de l'aliment. Les grands importateurs (Algérie, Maroc, Egypte) ont également cherché à sécuriser leurs stocks stratégiques. Ainsi, les prix du blé ont rebondi de 11% en deux semaines.

Depuis, les cours du blé se sont stabilisés en dépit des fortes exportations françaises et de la tension logistique. Les décisions des pays de la mer Noire (Russie, Ukraine, Kazakhstan) de réguler les exports d'ici l'arrivée des prochaines récoltes ont eu peu d'incidence. Il n'y a pas d'emballement de marché comparable à 2007/2008. Cependant, en tant que période critique pour l'élaboration des rendements, le printemps est chaque année une saison de volatilité. Ce phénomène pourrait être exacerbé par le contexte sans précédent du Covid-19.

Les cours du **maïs** français ont été moins fluctuants que ceux du blé. L'écart de prix entre ces deux céréales a augmenté, favorisant l'incorporation du maïs par les formulateurs de l'alimentation animale. D'autre part, la référence mondiale du maïs (marché de Chicago) a fortement décroché ces dernières semaines, suite à l'effondrement des cours du pétrole. En effet, aux États-Unis, la filière éthanol représente plus du tiers des débouchés du maïs. La baisse de la demande et des marges dans la filière a induit une réduction de l'activité américaine, laissant plus de volumes de maïs disponibles pour l'alimentation du bétail et pour l'exportation. Cela a également pour conséquence de réduire la production des coproduits d'éthanolerie (drèches, DDGS) utilisée en alimentation animale. Cette matière première, qui contient un peu moins de 30% de protéines, devra trouver des substituts.



Tourteaux : forte hausse des prix

Sur le marché français, les prix des tourteaux ont récemment connu une augmentation marquée. Entre début mars et début avril, le tourteau de soja à Montoir s'est renchéri de 27 €/t (+9%), principalement en semaines 12 et 13. L'augmentation du prix du tourteau de colza est un peu plus tardive (semaine 14), et mais également plus forte avec une hausse à Montoir de +41 €/t (+16%) comparé à début mars.

Plusieurs facteurs expliquent la hausse du prix du **tourteau de soja**. L'augmentation des commandes des éleveurs au moment des annonces du confinement en France a coïncidé avec des perturbations très ponctuelles au Brésil, amplifiant l'angoisse des importateurs internationaux. Pourtant, les flux n'ont pas réellement été impactés puisque, selon les douanes brésiliennes, les exportations de fèves de soja ont été de 11,6 Mt en mars (+36% /2019), un niveau jamais égalé pour ce mois. Les exportations de tourteaux ont également été supérieures à celles de l'an dernier (+11%). La récolte brésilienne de soja, dont les travaux touchent à leur fin, est en effet record (environ 125 Mt). En revanche, de vraies difficultés logistiques sont rapportées en Argentine, premier exportateur mondial de tourteau de soja (droit de retrait des dockers, interdiction du passage des camions par certaines localités). Si une faible proportion des achats français provient d'Argentine (3,5% en 2019), ce pays fournit 40% des approvisionnements de l'Union européenne en tourteau de soja (Comext, 2019). La gestion de l'épidémie en Amérique du Sud, et son impact sur la filière soja, restera donc à surveiller au cours des semaines à venir.

Parallèlement, la baisse du besoin en huile végétale pour le secteur des biodiesels et le manque de graines de colza conduisent à une réduction de l'activité des tritrateurs français et européens. OilWorld, cabinet de référence pour l'analyse du marché des huiles, attend ainsi une diminution de l'activité européenne de trituration sur la période avril-juin de -11% /2019. La chute des cours du pétrole a fortement impacté les marges des industriels et le contexte actuel limite la demande en carburant. Par ailleurs, un incendie, survenu mi-mars dans une usine de trituration française (près de Rouen), a déjà entraîné un arrêt de l'atelier d'estérification. En conséquence, la production de **tourteau de colza** se réduit, conduisant au renchérissement des prix observés récemment.

A court terme, la demande française en tourteau pourrait cependant s'atténuer puisque de nombreux éleveurs disposent des stocks de sécurité récemment constitués. De plus, les éleveurs laitiers sont incités à contenir la collecte laitière de printemps pour limiter les excédents de lait, ce qui pourrait limiter les utilisations de concentrés (focus Lait de vache).

